

dossiers mondiaux

Volume 4, numéro 2, juillet 1999

**La lutte
contre les stupéfiants
aux Etats-Unis:
des stratégies qui ont
fait leurs preuves**



« En matière d'usage de stupéfiants, la prévention commence par l'implication des parents et des familles. Elle exige l'appui des écoles et des collectivités. Le meilleur outil de la lutte contre la toxicomanie, ce n'est pas le badge ou le fusil, mais la table de cuisine. Les parents peuvent aider leurs enfants à ne pas s'adonner à la drogue lorsqu'ils prennent le temps de s'asseoir avec eux et de leur parler honnêtement et ouvertement des dangers que représentent les drogues pour leur jeune vie et pour leurs rêves. »

M. Barry McCaffrey

Directeur du Bureau chargé de la politique nationale en matière de lutte contre les stupéfiants

(Déposition du 16 juin 1999 devant une sous-commission de la Chambre des représentants.)

dossiers mondiaux

Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis
Volume 4, numéro 1, mars 1999



sommaire

La lutte contre les stupéfiants : des stratégies qui ont fait leurs preuves

dossier

Trouver une cause commune dans la croisade contre la drogue6

Le Bureau chargé de la politique nationale en matière de lutte contre les stupéfiants prône une action à l'échelle locale afin de trouver des solutions aux problèmes de la toxicomanie et rend hommage aux milliers d'organismes qui se vouent à cette cause.

Barry McCaffrey, directeur de ce bureau

Les tribunaux chargés des affaires de drogue: dix ans déjà8

Ces tribunaux spécialisés représentent une nouvelle stratégie en matière de répression des crimes liés à la drogue qui est couronnée de succès.

Janet Reno, secrétaire américain à la Justice

Une démarche collective pour éviter que les écoliers ne s'adonnent à la drogue10

La lutte contre la toxicomanie exige l'implication des familles, des écoles et des collectivités.

Interview de Bill Modzeleski, directeur du programme « Ecoles sans danger et sans drogue » géré par le département américain de l'Education.

opinions

La prévention de la toxicomanie est l'affaire de tous15

Les progrès enregistrés par une coalition de Miami (Floride) en matière de lutte contre la toxicomanie en font l'un des meilleurs programmes du pays. Grâce à l'appui que lui apportent les hommes d'affaires locaux, la guerre contre les stupéfiants s'est intensifiée sur de nombreux fronts.

Bernie Diaz

Lutter contre la drogue dans les petites villes	18
Le groupe de travail antidrogue de l'agglomération de Hazleton (Pennsylvanie) ne dispose guère de ressources autres que l'engagement et la bonne volonté des habitants qui en font partie, mais les succès qu'il remporte sont loin d'être négligeables.	

Charlene Porter

L'apprentissage du bon sens aide à prévenir la toxicomanie	21
Lorsque les enfants ont appris à faire des choix judicieux et ont davantage d'assurance, ils sont moins enclins à se droguer.	

Interview de Gilbert Botvin, professeur de psychiatrie et de santé publique à la faculté de médecine de l'université Cornell, créateur de ce programme.

rapports et documents

La prévention de la toxicomanie chez les adolescents : guide à l'intention des parents	25
Publié par le département américain de l'Education, ce guide explique aux familles comment renforcer l'assurance et l'amour-propre de leurs enfants pour éviter qu'ils ne s'adonnent à la drogue.	

La formation d'une coalition	30
L'organisme « Community Anti-Drug Coalitions of America » explique aux militants de la lutte antidrogue comment mettre sur pied un programme de lutte contre la toxicomanie dans leur communauté.	

Comment lutter contre la drogue	33
Les Etats adoptent de nouvelles stratégies afin d'endiguer le trafic de stupéfiants et d'arrêter les narcotrafiquants.	

Article de Robert Babbage paru dans la revue « State Governments News » que publie le Conseil des gouvernements régionaux.

rubriques

Bibliographie (en anglais)	37
Sites Internet (en anglais)	40

dossiers mondiaux
Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis
ejglobal@usia.gov

Directrice de la publication Rosemary Crockett
Directeur de la rédaction William Peters
Rédactrice en chef Charlene Porter
Réviseur Jim Fuller
Version Internet Tim Brown
Rédacteurs adjoints Guy Olson
..... Wayne Hall
Adjointe à la rédaction Ellen Toomey
Documentation Monica Mieroszewska
..... Joan Taylor
Directrice artistique Chloe Ellis
Assistante artistique Sylvia Scott
Traduction Services linguistiques de l'USIA
Conseil de rédaction Howard Cincotta
..... Rosemary Crockett
..... John Davis Hamill
Maquette de la version française ARS, Paris

Photographie de la couverture © 1999, Uniphoto/Pictor

Les revues électroniques diffusées à intervalle de trois semaines par l'USIA dans le monde entier examinent les principales questions d'actualité intéressant la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts – Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis et La Société américaine – elles présentent des articles de fond, des analyses, des opinions et des renseignements de base sur un thème donné. Toutes les revues sont traduites en français et en espagnol; certaines d'entre elles sont traduites également dans d'autres langues, notamment en arabe, en portugais et en russe.

Les opinions qui sont exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue du gouvernement des Etats-Unis. Veuillez noter que l'USIA n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien. Le contenu des revues peut être librement reproduit en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire.

Les numéros les plus récents ainsi que les archives sont disponibles sur l'Internet à la page internationale d'accueil de l'USIA, à l'adresse suivante:
<http://www.usia.gov/journals/journals.htm>.
On peut les consulter sous divers formats électroniques.

Veuillez adresser toute correspondance soit à votre centre local de l'USIS, soit à la rédaction :

Editor, Global Issues
Global Issues and Communications – I/TGIC
U.S. Information Agency
301 4th Street, SW
Washington, DC 20547
Etats-Unis d'Amérique

Adresse courrier électronique :

ejglobal@USIA.gov

DOSSIER

TROUVER UNE CAUSE COMMUNE DANS LA CROISADE CONTRE LA DROGUE

Barry McCaffrey

Directeur du Bureau chargé de la politique nationale en matière de lutte contre les stupéfiants

Pour être efficace, toute stratégie de répression des stupéfiants doit s'attaquer à l'offre et à la demande. La lutte contre l'usage des substances illicites doit être menée dans tous les foyers et dans toutes les écoles du pays. Le problème se pose avec une acuité nouvelle à chaque fois qu'une génération d'enfants quitte l'âge de l'innocence et se rapproche de la maturité. Nous viendrons à bout de l'abus des substances nocives le jour où les parents, les enseignants, les simples citoyens et les pouvoirs publics uniront leurs efforts pour apprendre aux jeunes à dire « non » aux substances illicites et « oui » à un mode de vie sain.

A cette fin, le bureau que je dirige a rassemblé, en 1997, des Américains issus de milieux sociaux les plus divers en une alliance baptisée « Alliance pour la prévention par le biais du service ». Elle regroupe quarante-sept organisations civiques, associations d'action sociale, associations d'anciens combattants, organisations féminines et associations professionnelles diverses autour d'un objectif commun : celui de réduire l'usage de substances illicites parmi les jeunes. Ces organisations représentent cent millions de personnes qui, ensemble, adhèrent à près d'un million de sections locales dans tout le pays. Elles s'emploient maintenant à prévenir la toxicomanie comme elles avaient œuvré au resserrement du tissu social

pendant des années, toujours désireuses d'améliorer l'existence des personnes dans le besoin au sein même de leur collectivité.

On compte quatre mille trois cents coalitions contre la drogue à l'échelle des collectivités, actives dans les communes et les villes de tous les États, qui ne ménagent aucun effort pour sensibiliser les jeunes aux dangers de l'usage des substances illicites. Les individus, les familles et les collectivités qui sont engagés dans cette action s'efforcent de découvrir les raisons pour lesquelles les gens se droguent, de trouver les mesures capables d'enrayer la consommation des stupéfiants et de mettre en œuvre les stratégies permettant de libérer les familles et les collectivités de ce fléau.

Soucieux d'appuyer leur action, le Congrès a créé à leur intention, en 1997, un programme de dons de fonds pouvant atteindre cent mille dollars pour un an à l'appui des efforts visant à améliorer la collaboration et la coordination au nom de la lutte contre les substances illicites, l'alcool et le tabac.

Les premiers dons, décernés en 1998, ont été attribués à quatre-vingt-douze coalitions locales. En liaison avec l'Office du ministère de la justice pour la prévention de la délinquance juvénile, nous apportons également à ces groupes locaux une

assistance technique et en matière de formation sur le thème de la prévention de la toxicomanie. En outre, nous les aidons à évaluer les résultats qu'ils obtiennent dans ce domaine. Une commission consultative créée par le président Clinton, la « Drug-Free Communities Advisory Commission », s'emploie elle aussi à fournir une information et des conseils à ces groupes. Les parents, les adolescents, les écoles et les clubs de jeunes sont concernés, au même titre que le monde des affaires, les médias, les organes chargés de l'application des lois, les associations civiques et les professionnels de la santé.

Lorsque nous apportons notre concours à ces groupes locaux, nous leur faisons part de notre expérience et de nos connaissances en ce qui concerne les méthodes dont l'efficacité a été prouvée. Nous avons ainsi appris que toute stratégie visant à faire reculer l'usage des substances nocives doit reposer sur l'évaluation détaillée des problèmes en jeu. Les meilleurs programmes de prévention font appel à une multitude de stratégies et ils sont adaptés aux groupes qui sont ciblés. Leur exécution s'étale sur plusieurs sessions de façon à renforcer les changements comportementaux qui sont ébauchés lors de la première rencontre. Enfin, les démarches engagées doivent être examinées de manière régulière et scrupuleuse pour que l'on puisse mesurer les résultats obtenus.

Il est indispensable de sensibiliser les collectivités aux dangers de l'usage des substances nocives, et nous avons dans ce domaine des suggestions à offrir qui ont déjà fait leurs preuves. Le recours aux médias pour obliger les gens à prendre conscience du problème, et des solutions à y apporter, ne constitue que le premier pas. Les coalitions locales s'avèrent particulièrement efficaces lorsque, loin de se contenter de belles paroles, elles aident les individus à acquérir des compétences utiles. Les cours d'éducation parentale et les programmes d'alphabétisation destinés aux adolescents en sont deux exemples.

Mais ce n'est pas parce qu'ils sont informés et qu'ils comprennent ce qu'ils lisent dans les journaux ou ce qu'ils entendent à la radio que les jeunes, dont la curiosité est légendaire, vont s'abstenir de prendre de la drogue. Ils ont besoin d'activités intéressantes qui vont les aider à résister à la tentation. Les arts plastiques, la musique, le théâtre, les sports et le bénévolat ont toujours enrichi la vie des jeunes et ils les poussent à ne pas avoir un comportement destructeur.

Plus d'une cinquantaine d'organismes fédéraux œuvrent en liaison avec le bureau chargé de la politique nationale en matière de lutte contre les stupéfiants en vue de créer l'infrastructure nécessaire à la prévention de la toxicomanie aux Etats-Unis. Qui plus est, des milliers de groupes locaux répartis sur l'ensemble du territoire aident les gens à ne pas recourir à l'usage des substances illicites ou, le cas échéant, à sortir de l'ornière une fois pour toutes. Les statistiques démontrent que nous sommes sur la bonne voie. L'usage de stupéfiants a atteint son point culminant aux Etats-Unis en 1979, treize pour cent de la population ayant déclaré cette année-là avoir consommé une substance illicite. En 1997, ce pourcentage avait diminué de plus de moitié en tombant à six pour cent.

Aujourd'hui, notre objectif est de réduire ce pourcentage de moitié encore. Nous espérons ramener à trois pour cent de la population le pourcentage des Américains qui utilisent des stupéfiants. Forts du soutien de tant d'individus, de familles et de groupes qui organisent des activités de prévention dans toutes les collectivités du pays, nous avons bon espoir d'atteindre notre objectif.

LES TRIBUNAUX CHARGES DES AFFAIRES DE DROGUE : DIX ANS DEJA

Janet Reno
Secrétaire américain à la Justice

Les tribunaux qui traitent exclusivement de la délinquance liée à la possession ou à la consommation de stupéfiants constituent aujourd'hui l'un des instruments les plus efficaces dont dispose l'appareil judiciaire pour réformer les auteurs de ces délits. Les juges, les représentants du ministère public et les avocats de la défense mènent une action concertée auprès des délinquants dans le cadre d'une série d'audiences et d'entretiens qui visent non seulement à punir, mais aussi à réformer et à réinsérer. Tout au long d'un programme intensif de suivi et de supervision, le juge peut devenir le confesseur de l'accusé, son guide spirituel et son maître. Cela ne diminue cependant en rien le caractère grave et débilitant de la toxicomanie en tant que maladie.

En 1989, lorsqu'elle était procureur du comté de Dade (Floride), Mme Janet Reno, qui est l'actuelle ministre de la justice des Etats-Unis, a participé à l'établissement du premier tribunal spécialisé dans les affaires de drogue aux Etats-Unis. L'association nationale des professionnels de ce secteur l'a invitée à prendre la parole lors de la conférence qui s'est tenue en juin 1999 à Miami pour célébrer les progrès réalisés au cours des dix dernières années. Nous donnons ci-après des extraits de son discours.

Lorsque je fais le bilan des dix dernières années, je constate que le pari a été gagné. Notre action peut vraiment compter. Une idée a germé en nous et nous avons pu la voir arriver à maturation. On a vu des vies sauvées, des enfants naître sans substances illicites dans le sang, des gens se refaire une vie, la criminalité reculer. Tout cela, c'est à l'énergie et au dévouement des personnes ici présentes qu'on le doit. Je vous en félicite et vous exhorte à continuer dans cette voie.

On dénombre aujourd'hui plus de trois cent quatre-vingt-dix tribunaux spécialisés dans les affaires de drogue, et plus de deux cents en sont au stade de la planification. Ce qui surprend plus encore, c'est que le principe de la conjugaison d'un traitement et

de l'application de sanctions sur lequel reposent ces tribunaux – la vieille méthode de la carotte et du bâton – est de plus en plus souvent adopté par les juges aux affaires familiales, les juges pour enfants, les juges des tutelles, les juges tribaux.

Il me semble que les tribunaux de notre pays ont entrés dans une ère nouvelle. Si les tribunaux peuvent maîtriser tous les aspects d'une affaire, s'ils disposent des ressources nécessaires pour donner aux délinquants l'occasion de faire leurs preuves et pour imposer les changements voulus, s'ils peuvent compter sur l'existence de programmes de réinsertion capables d'offrir aux individus la possibilité de retrouver une place dans la collectivité sans crainte de marginalisation, leur intervention peut avoir des effets extraordinaires. S'ils examinent ces questions dans un esprit pragmatique et en tenant compte des besoins de la collectivité au lieu de se placer dans la seule perspective des théories juridiques, les tribunaux peuvent véritablement avoir une influence qui compte. Je parle d'une ère nouvelle, parce que nous avons fini par comprendre que le système de droit pénal et le milieu de la santé publique peuvent accomplir beaucoup plus s'ils agissent ensemble qu'ils ne le feraient s'ils faisaient chacun cavalier seul.

Les faits parlent d'eux-mêmes. Plus de cent quarante mille personnes ont comparu devant un de ces tribunaux aux affaires de drogue, et c'est probablement la première fois de leur vie qu'elles ont bénéficié d'une supervision et d'un traitement réels, deux éléments qui peuvent les aider à rompre avec la drogue et à redevenir sobres. Plus de quatorze Etats ont adopté une loi portant création de ces tribunaux ou relative à leur financement, et plusieurs autres y travaillent actuellement.

Nos collectivités sont gagnantes dans l'affaire. Parmi les participantes aux programmes des

tribunaux aux affaires de drogue, on a dénombré plus de sept cent cinquante naissances sans la moindre trace de stupéfiants dans le sang des nouveau-nés. C'est l'une de mes statistiques préférées. Nous devons élargir nos programmes, parce que trop d'enfants continuent de naître drogués. Plus de trois mille cinq cents parents ont retrouvé la garde de leur enfant après avoir suivi le programme imposé par un ces tribunaux. Plus de quatre mille cinq cents parents ont réglé leurs arriérés de pension alimentaire dans les mêmes circonstances, et c'est merveilleux.

S'il est un enseignement qui nous a paru très clair à tous, c'est que nous devons procéder à l'évaluation continue des tribunaux spécialisés pour rechercher inlassablement les moyens de les améliorer et que nous ne devons jamais compromettre notre échelle de valeurs. Ces évaluations se sont révélées d'une importance considérable et nous en savons aujourd'hui beaucoup plus sur les réussites des tribunaux que c'était le cas ne serait-ce que l'année dernière. Le taux de récurrence continue d'osciller entre deux et vingt pour cent. Depuis l'étude réalisée l'année dernière par le centre national sur la pharmacodépendance et la toxicomanie de Columbia University, nous savons que les tribunaux aux affaires de drogue assurent une supervision plus étroite et plus approfondie, appuyée de tests de dépistage plus fréquents, que les autres types de programmes mis en œuvre au sein de la collectivité. Fait plus important encore, l'usage de substances illicites et la délinquance accusent une nette réduction dans la population prise en charge par les tribunaux spécialisés.

Il s'agit-là de résultats concrets. On commence en effet à s'apercevoir que le système des tribunaux spécialisés rompt le cycle de la toxicomanie et de la criminalité. Pour ma part, je suis convaincue que l'élargissement de ce concept à d'autres domaines peut contribuer dans une grande mesure à mettre un terme à la culture de violence qui est un fléau pour notre pays depuis trop longtemps.

Je me demandais autrefois ce qui se passerait si on commençait à envisager le dossier de la criminalité aux États-Unis dans l'idée de résoudre les problèmes soulevés, s'attachant, dans toutes les collectivités, l'appui des forces de police, des écoles, des centres de loisirs, des milieux d'affaires et des professionnels

de la santé. Si nous pouvons tous nous donner la main, si nous pouvons nous attaquer au problème des armes à feu comme nous avons agi face aux substances illicites avec les tribunaux spécialisés, si nous pouvons trouver une solution au désœuvrement des jeunes, trop souvent livrés à eux-mêmes l'après-midi et le soir, nous pouvons vraiment changer les choses dans notre pays.

Nous pouvons continuer à faire diminuer la violence – elle est d'ailleurs en recul depuis sept années consécutives – si nous poursuivons le combat que vous menez, vous qui êtes réunis ici. Mais pour que leur action soit couronnée de succès, les tribunaux des affaires de drogue doivent impérativement toucher un public plus large et faire davantage sentir leur influence sur tous les aspects des collectivités. Malgré tous les succès dont nous avons été témoins, nous n'atteignons qu'une toute petite fraction des quelque huit cent mille personnes interpellées tous les ans pour possession de substances illicites, sans parler des autres délits associés aux stupéfiants et du non-respect des conditions imposées dans le cadre d'une liberté surveillée. La structure des tribunaux spécialisés dans les affaires de drogue peut s'appliquer à la supervision judiciaire de toutes les affaires qui ont trait à la délinquance des toxicomanes. Nous savons qu'il y a des résultats à la clé.

Le ministère de la justice et le reste du gouvernement sont véritablement satisfaits. Le relèvement des aides fédérales à l'appui de l'action que vous menez dans vos collectivités respectives me procure la plus grande joie. Alors qu'elles s'élevaient à 11,9 millions de dollars il y a quatre ans, elles en atteignent aujourd'hui quarante.

Nous ne pouvons pas nous arrêter là. Ce n'est pas l'argent qui va garantir le succès des tribunaux des affaires de drogue. Leur mission est de prendre en mains des individus, de résoudre leurs problèmes. Grâce à vous tous qui êtes venus ici des quatre coins du pays, nous avons démontré qu'on peut s'attaquer à ces problèmes en pensant aux individus concernés, à leurs espoirs, à leurs craintes, à leurs rêves, à leurs échecs, à leur découragement, et les aider à refaire leur vie. Nous pouvons résoudre leurs problèmes et ceux de notre pays de façon à pouvoir tous vivre dans une plus grande sécurité et en meilleure santé.

UNE DEMARCHE COLLECTIVE POUR EVITER QUE LES ECOLIERS NE S'ADONNENT A LA DROGUE

Interview de M. William Modzeleski, directeur du programme « Ecoles sans danger et sans drogue » du ministère de l'éducation des États-Unis.

Des stratégies globales de prévention tenant compte des réalités du monde de l'enseignement et des communautés, dit M. Modzeleski, sont en cours d'adoption pour lutter contre l'usage des drogues et la consommation d'alcool par les adolescents. Les démarches mises en œuvre, qui s'appuient sur la recherche, ont fait la preuve de leur efficacité lorsqu'il s'agit de modifier le comportement des lycéens. M. Modzeleski a été interviewé par Jim Fuller, journaliste de l'USIA.

Question : Quelles sont les stratégies appliquées pour prévenir la consommation d'alcool et l'usage des drogues dans nos écoles ?

M. Modzeleski : Le programme « Ecoles sans danger et sans drogue » est le principal programme mis en œuvre par le gouvernement fédéral pour appuyer les efforts faits par les établissements d'enseignement en vue d'éviter la consommation d'alcool et l'usage des drogues par les adolescents et la violence dans les écoles. C'est le seul programme qui alloue des fonds directement aux organismes chargés de l'enseignement dans les différents États et, par leur entremise, aux districts scolaires dans tout le pays.

Quelque 97 % des districts scolaires des États-Unis reçoivent actuellement des fonds au titre de ce programme de lutte contre la drogue, la violence et les problèmes disciplinaires dans les établissements scolaires, dont les principaux objectifs sont de créer des écoles sûres, au climat propice à l'apprentissage, et de prévenir la consommation d'alcool et de drogues par les jeunes.

En général, les établissements scolaires utilisent ces fonds, ainsi que ceux que fournissent les États et diverses entités locales, pour mettre en place des programmes tels que DARE Drug Abuse Resistance Education : Education pour résister à l'abus des drogues, ou « Here's Looking At You 2000 » (En regardant vers l'an 2000), conçus pour informer les jeunes sur l'alcool et les drogues.

Depuis quelque temps, toutefois, les programmes ont évolué et sont passés de la simple information à ce que nous appelons le développement des capacités sociales. Ces programmes apportent aux jeunes non seulement les informations nécessaires pour mieux comprendre les questions ayant trait à l'alcool et aux drogues, mais également l'assurance dont ils ont besoin pour s'abstenir lorsque leurs camarades essayent de les convaincre de boire ou de se droguer.

Et, à l'heure actuelle, je dirais que nous continuons à évoluer. Les programmes se tournent vers une stratégie globale, à base beaucoup plus large, de prévention de la drogue et de la violence. Nous comprenons clairement toute l'importance du rôle qui incombe aux établissements d'enseignement dans les domaines liés à l'usage des drogues. Mais pour que nos efforts de lutte contre la consommation de drogue dans notre pays aboutissent, nous devons impliquer aussi bien la famille que la communauté et l'école.

En conséquence, notre démarche a consisté à formuler ce que nous appelons des stratégies à base scolaire et communautaire, qui appréhendent la question d'un point de vue beaucoup plus général.

Q : Le ministère de l'éducation appuie depuis plusieurs décennies des programmes tels que « Just Say No » (Dites non tout simplement) ou DARE, en vertu desquels les officiers de police se rendent dans les écoles pour parler des drogues. Ces programmes sont-ils remplacés ?

M. Modzeleski : Ils sont remplacés pour la plupart. Le 1er juillet, nous avons émis une directive baptisée « Principes d'efficacité », qui impose à tous les établissements recevant des fonds du programme Ecoles sans drogue d'appliquer quatre principes :

- Tout d'abord, les établissements doivent procéder à une évaluation des problèmes auxquels ils font face ;
- Ils doivent ensuite, avec l'aide des étudiants et de la communauté, établir des buts et des objectifs mesurables ;
- Ils doivent également mettre en œuvre des programmes fondés sur la recherche, dont l'efficacité a été prouvée, qui donnent des résultats mesurables, pour réduire la consommation d'alcool et l'usage des drogues ;
- Ils doivent enfin procéder à des évaluations.

Nous savons que l'alcoolisme et la toxicomanie sont des questions extrêmement complexes, dont la solution n'est pas aussi simple que de conseiller à un jeune de dire non. Si nous voulons être efficaces, nous devons faire davantage que de leur conseiller de dire non. Nous devons mettre en œuvre toute une panoplie de programmes, d'initiatives de prévention, et d'efforts d'intervention précoce.

Les établissements scolaires commencent à reconnaître cette réalité et à abandonner les programmes les plus simplistes, des mieux intentionnés, et qui, à un moment donné ont sans doute répondu à un besoin. Mais la recherche nous a beaucoup appris, je pense, et nous mettons maintenant en œuvre des programmes fondés sur la recherche, dont il a été démontré qu'ils sont efficaces pour modifier les comportements et pour réduire la consommation d'alcool et l'usage des drogues.

Q : Quelle est la situation actuelle en matière de consommation d'alcool et de drogues par les écoliers ?

M. Modzeleski : Je dirais tout d'abord que l'alcool est de loin la substance la plus consommée par les jeunes. Sa consommation a augmenté puis diminué, au cours des ans, mais elle se situe actuellement à des niveaux élevés inacceptables. En ce qui concerne les drogues, c'est la marijuana qui est la drogue de prédilection des jeunes. Toutefois, dans l'ensemble, l'usage des drogues illicites au cours de l'année écoulée a enregistré une légère baisse chez les lycéens des classes de troisième, deuxième et première. Mais ce fléchissement a été précédé par cinq ans d'augmentation régulière, précédés eux-mêmes par dix ans de baisse régulière. Il y a donc là un phénomène cyclique, caractérisé par des augmentations et des diminutions en alternance.

Ce que nous savons également, c'est que si nous parvenons à modifier le comportement, l'attitude des jeunes en ce qui concerne les drogues, nous constatons au bout d'un an une diminution de l'usage. Ceci nous permet de penser, et le fait est encourageant, qu'à en juger d'après l'attitude des élèves de seize, dix-sept et dix-huit ans en ce qui concerne les drogues illicites, la diminution enregistrée cette année est appelée à se poursuivre au cours des années à venir.

Je pense qu'il y a d'autres initiatives et activités, telles que la campagne dans les médias que lance le bureau chargé de la politique nationale en matière de lutte contre les stupéfiants, qui encourageront et renforceront des attitudes positives, plutôt que les éléments négatifs qui peuvent conduire à la consommation d'alcool et de drogues.

En fait, je ne pense pas que l'alcool et la drogue soient des problèmes graves à l'intérieur même de nos écoles, en raison de l'excellent travail que nous avons fait pour les maîtriser. Tous les établissements scolaires de la nation ont des règles contre la consommation illicite de l'alcool, la possession, la consommation, la vente, le transfert, la distribution, l'achat et le stockage de drogues illicites et/ou d'alcool. Il semble donc que la lettre et l'esprit de la politique d'interdiction des drogues dans les écoles soient respectés. Tous les établissements d'enseignement les ont interdits.

Nous savons aussi que les drogues et l'alcool parviennent à pénétrer dans les locaux scolaires, mais je crois que nous avons fait un excellent travail pour amener les enseignants et les administrateurs à reconnaître clairement le fait que l'alcool et les drogues n'ont pas leur place dans les lycées et collèges. Ils ne doivent pas y être acceptés. Ils ne doivent pas y être tolérés. Il y a un nombre significatif d'établissements qui adoptent des politiques de tolérance zéro pour l'alcool et les drogues dans leurs locaux et leurs installations.

Nous pensons que les enseignants sont plus au fait de ces questions, plus conscients des relations entre l'alcool, l'éducation et l'apprentissage. C'est un point très important. Nous avons compris que les jeunes qui font usage de drogues illicites ou qui boivent ne peuvent pas donner leur pleine mesure dans leurs études, et comme nous évoluons dans le sens d'un relèvement des normes, dans le sens d'une réelle amélioration de notre système d'enseignement pour faire en sorte que les connaissances de tous les lycéens atteignent les normes élevées fixées par les États, cela ne laisse aucune place à l'alcool et aux drogues.

Donc sur le plan pédagogique, je crois que nous faisons du bon travail. Il est toujours possible de faire mieux. Je pense que nous devons constamment rappeler aux jeunes que l'alcool et les drogues ne peuvent pas être tolérés.

La question de l'usage de l'alcool et des drogues en milieu scolaire est une chose, mais celle de savoir si nous faisons du bon travail lorsqu'il s'agit de prévenir la consommation d'alcool et l'usage des drogues en général en est une plus vaste encore. Et je pense que, sur ce plan, les résultats sont mitigés. Il y a, dans l'enseignement aux États-Unis, cinquante-trois millions de jeunes scolarisés et je ne pense pas que qui que ce soit d'entre nous se hasarderait à affirmer qu'aucun de ces cinquante-trois millions de jeunes qui fréquentent chaque jour les établissements scolaires ne boivent pas ou ne se droguent pas. Nous avons constaté une certaine diminution au cours de l'année écoulée, et nous espérons qu'elle se maintiendra dans les années à venir. Nous pensons que nous sommes sur la bonne voie. Nous pensons, qu'avec des programmes plus complets, avec les partenariats qui se nouent entre l'école et la collectivité, avec l'appui d'une

campagne nationale qui pousse les parents et les lycéens à reconnaître que ce type de comportement est inacceptable, nous continuerons de progresser dans la bonne direction.

Q : Vous avez mentionné des politiques plus strictes pour les établissements d'enseignement et de meilleures relations entre enseignants et élèves. Quelle est à votre avis la clé de la prévention de l'usage de l'alcool et des drogues par les lycéens ?

M. Modzeleski : Je pense que la prévention commence très tôt. Je pense que nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre jusqu'au niveau du secondaire, ni même du premier cycle du secondaire, pour faire ouvrir de prévention. Je pense que la meilleure manière de lutter contre l'alcool et les drogues dans les écoles est de commencer au niveau de la famille, avant que les enfants ne soient scolarisés. Les mères et les pères doivent parler à leurs enfants non seulement de l'usage de l'alcool et des drogues mais aussi du bien et du mal, de ce qui constitue un comportement acceptable et un comportement inacceptable. Ceci vaut pour toute une gamme de comportements, sans se limiter à l'alcool et aux drogues. La meilleure prévention consiste à établir des règles et des normes très tôt.

Je pense que le rôle de l'école est de renforcer ce comportement. Je ne pense pas que les écoles puissent se substituer aux parents, les remplacer. C'est aux parents qu'il incombe de commencer cette éducation, qui est ensuite renforcée par la communauté, et ensuite par l'enseignement. Si ce message n'est pas communiqué clairement à la maison, il est très difficile pour les enseignants d'aller à l'encontre de ce qui se dit ou se fait à la maison.

Il y a des choses que l'enseignement peut faire. Le ministre de l'éducation parle souvent de connexité. C'est une question importante. On entend par connexité les rapports étroits qu'il faut établir entre les jeunes et les adultes, que ce soit par le biais de programmes de mentors, d'une diminution du nombre des élèves dans chaque classe de manière à ce que les enseignants connaissent vraiment chacun d'entre eux, de la création d'établissements d'enseignement plus petits, où personne ne se perd, où les enfants peuvent faire du sport, suivre des

cours dans les domaines artistiques ou véritablement intellectuels, ou par le biais d'une formation dispensée aux enseignants pour leur apprendre à reconnaître les signes avant-coureurs qui indiquent que les enfants sont en situation difficile, qu'ils boivent ou se droguent.

La prévention ne consiste pas à inscrire au programme un cours d'une heure par semaine pendant quinze ou vingt semaines et à dire ensuite : « Voilà, nous avons fait notre travail de prévention. » La prévention est un mode de vie, la prévention est un processus, la prévention est une stratégie. Elle doit commencer tôt et être présente dans toutes les activités de l'année scolaire. Si nous procédons autrement, nous ne réussissons jamais.

Q : Est-ce que les programmes scolaires essaient de communiquer ce message aux parents, celui de l'importance d'être plus proches de leurs enfants ?

M. Modzeleski : Comme je l'ai déjà dit, l'implication des parents est essentielle, et tout le ministère de l'éducation recherche des moyens d'amener les parents à s'impliquer davantage dans la vie de leurs enfants. Le président Clinton et son épouse en ont parlé à de multiples reprises.

Et la question ici n'est pas seulement que les parents passent plus de temps avec leurs enfants, mais du temps salubre. Il y a une très belle annonce publicitaire à la télévision sur la prévention de l'usage des drogues, produite par le bureau chargé de la politique nationale en matière de lutte contre les stupéfiants. Vous voyez un adolescent qui mange ses céréales assis à la table de la cuisine et son père qui est là en train de lire son journal ; et pendant 45 secondes, il n'y a aucune conversation. Le message dit : « Vous avez perdu une chance d'aborder le sujet. » Je pense que cette publicité résume la situation. Le père passe du temps avec son fils. Mais nous devons nous demander si la qualité y est.

Et il n'y a pas que les parents qui sont concernés. Nous devons également examiner les autres institutions créées dans notre société pour aider. Des institutions telles que les églises, les clubs d'athlétisme, les groupements de jeunesse, les éclaireurs et éclaireuses, toutes ces organisations qui constituent le tissu social. Il ne faut pas croire

en effet qu'il n'y a que les parents ou les enseignants qui comptent. Il y a aussi la communauté dans laquelle les parents et les établissements scolaires jouent un rôle essentiel. Il y a une foule d'autres groupes et organisations qui doivent absolument intervenir dans la vie des familles, dans la vie des enfants, et plus cette participation sera importante, à mon avis, plus nous serons à même de remédier à la situation.

Q : Pensez-vous qu'il soit possible d'accorder une plus grande attention individuelle aux élèves quand ils sont jusqu'à cinq mille dans certains de nos lycées ?

M. Modzeleski : Le ministère de l'éducation ne recommande pas de démolir nos grands lycées, qui ont jusqu'à quatre ou cinq mille élèves. Je crois que ce que nous devons faire, c'est examiner ces établissements qui sont déjà surpeuplés, et créer des lycées au sein même du lycée. Par quels mécanismes pouvons-nous transformer ces immenses lycées en des établissements de dimensions plus humaines ?

Cela peut se faire de diverses manières : soit par une organisation horizontale des classes, soit par la création de lycées dans le lycée. Il est parfaitement possible de donner aux élèves le sentiment d'appartenir à un petit établissement, de dimensions humaines, où personne ne disparaît dans la foule, même si l'entité administrative réunit un grand nombre d'élèves.

Q : Est-ce que nous dépensons assez d'argent pour tous ces programmes ?

M. Modzeleski : Je dirai clairement que, collectivement, le gouvernement fédéral, les gouvernements des États, les pouvoirs publics locaux, les groupes et les organisations communautaires, nous ne dépensons sans doute pas assez pour la prévention. Nous n'y consacrons pas assez de temps, d'argent, d'efforts.

Je pense que l'autre aspect de cette question est que non seulement nous ne dépensons pas assez collectivement, mais que nous ne dépensons pas toujours l'argent là où il serait le plus utile.

Nous devons donc nous efforcer d'allouer davantage de ressources à la prévention et aux interventions précoces, mais nous devons également nous assurer que les programmes financés soient des programmes de qualité. C'est un peu comme acheter un appareil électroménager. Vous ne voulez pas acheter un appareil qui tombera en panne au bout d'un an. Achetons un bon appareil, un appareil de qualité.

Je pense que nous devons dire la même chose lorsque nous parlons de programmes au service des enfants. Ce ne doit pas être n'importe quel programme. Nous devons nous assurer que ce soit un programme qui marche, un programme de qualité, et qui ait une valeur réelle pour la communauté et pour les enfants.

Q : Etes-vous optimiste quant à la réussite de la lutte contre les problèmes de la drogue ?

M. Modzeleski : Je suis très optimiste. Je pense que les recherches nous apportent de nombreux enseignements et que nous en savons plus long aujourd'hui qu'il y a cinq ou dix ans ; et je pense que les communautés sont plus disposées à examiner le problème dans toute sa complexité, plus disposées à agir collectivement en coopération pour résoudre les problèmes plutôt que de s'en remettre à un ou deux responsables du système scolaire chargés de formuler des solutions.

Par ailleurs, nous avons de plus en plus de systèmes scolaires qui considèrent que la question se situe à la convergence de l'école et de la communauté et estiment qu'il ne s'agit pas là de simples programmes d'enseignement. Nous devons faire davantage que d'envoyer quelqu'un parler dans les lycées à raison d'une heure ou deux par semaine, et la volonté d'attaquer ce problème sur tous les fronts est là.

Jim Fuller écrit sur les questions d'intérêt mondial pour l'Agence d'information des États-Unis.

OPINIONS

LA PREVENTION DE LA TOXICOMANIE EST L'AFFAIRE DE TOUS

Bernie Diaz

La « Miami Coalition for a Safe and Drug-Free Community » – Coalition de Miami pour une collectivité sans drogue et sans danger – administre l'un des programmes de prévention de la toxicomanie parmi les plus efficaces du pays. Elle a apporté un concours très précieux à l'établissement d'un tribunal spécialisé dans les affaires de drogue concernant les délinquants primaires dans la région de Miami et du comté de Dade. Fondée en 1988, elle a contribué à réduire considérablement les problèmes associés à la toxicomanie, comme le confirment de nombreuses enquêtes fédérales, de l'État de la Floride et locales. Elle a notamment participé à l'élaboration de programmes destinés à intégrer la prévention de la toxicomanie aux cours de formation professionnelle et à axer les activités de prévention sur les immigrants haïtiens et cubains. Ses adhérents ont partagé leur savoir avec d'autres personnes désireuses de former des coalitions contre la drogue dans cinq cent soixante-quatre villes des États-Unis et dans soixante-quatre pays.

Il n'y a pas de mystère sous-tendant le succès que remporte la Coalition de Miami pour une collectivité sans drogue et sans danger dans la lutte qu'elle livre contre la toxicomanie : elle mobilise et organise diverses factions du secteur privé afin de s'attaquer à un fléau dangereux pour la société. Elle est d'ailleurs devenue la coalition la plus puissante du genre aux États-Unis et en Amérique latine.

Récemment, elle a été assaillie de demandes de conseils de la part de responsables des secteurs public et privé de l'Argentine, du Pérou et de la Colombie qui s'interrogent sur la meilleure façon d'organiser ce genre d'associations pour lutter contre le fléau de la drogue.

L'aspect le plus intrigant, le plus déconcertant même dans l'esprit de certains, de l'efficacité de la coalition tient au fait que les milieux d'affaires se montrent tout à fait disposés à s'associer à son action régionale. Pourtant, les hommes d'affaires auraient de bonnes raisons pour ne pas y participer. Ce n'est pas en cherchant à faire le bien autour de soi que l'on fait faire des bénéfices à son entreprise. De surcroît, les hommes d'affaires sont souvent sollicités de tous les côtés par les associations de quartier en tous genres qui réclament leur appui sous une forme ou une autre. Or un grand nombre d'entre eux n'ont ni le temps ni le désir de participer régulièrement à ce type d'activités.

Malgré tout, en 1988, la coalition a réussi à susciter l'intérêt du secteur privé. Confrontés à un problème local urgent, un groupe de chefs de file du milieu des affaires et de la collectivité sensibles aux questions sociales, et dont un grand nombre étaient membres de la chambre de commerce de

Miami et de sa grande banlieue, ont décidé de passer à l'action. Ils ont convaincu leurs collègues et homologues de se joindre à eux en leur faisant comprendre qu'il était dans l'intérêt financier des entreprises, si les considérations altruistes leur échappaient, de prendre part à la prévention de l'usage des substances illicites.

Dans le courant des années 80, la consommation de « crack » dans la ville de Miami et sa grande banlieue atteignait des proportions véritablement épidémiques. Les cartels latino-américains de la drogue exerçaient une présence menaçante sur la scène locale. Le taux de toxicomanie et celui de la délinquance associée à ce problème n'avaient jamais été aussi élevés. Un feuilleton diffusé dans tout le pays et bénéficiant d'une forte audience, « Miami Vice », brossait de cette ville tropicale au bord de l'océan le portrait d'une métropole rongée par le trafic des stupéfiants, la violence et la criminalité, alors que la Chambre de commerce s'évertuait à démontrer que Miami offrait un environnement honnête et stable pour les milieux d'affaires.

Les milieux d'affaires ont ensuite commencé à se rendre compte que l'usage de stupéfiants avait un effet négatif sur les bénéfices des entreprises. Selon les estimations des analystes, la consommation de substances illicites par les salariés, qui se traduit par la médiocrité de leur performance, coûte près de cent millions de dollars par an à l'ensemble des sociétés du pays. De fait, l'augmentation du taux d'absentéisme, des arrivées tardives, des accidents et des demandes d'indemnités qui en découlent, ainsi que la baisse de la productivité, réduit les bénéfices des entreprises. Un salarié qui se drogue pourrait bien coûter plusieurs milliers de dollars de plus par an qu'un collègue sobre à l'entreprise qui l'embauche. Ce chiffre est encore plus révélateur lorsqu'on l'examine à la lumière d'autres statistiques relatives à l'usage de substances nocives. A en croire une enquête réalisée par l'administration fédérale des services relatifs à l'abus des drogues et à la santé mentale, entre sept pour cent et neuf pour cent des salariés à plein temps admettent consommer des substances illicites ou de l'alcool sur le lieu de travail.

Les responsables de la coalition et les volontaires qui ont participé à sa fondation ont été poussés à l'action par une idée qui leur tenait à cœur : celle d'éradiquer l'usage de la drogue de toutes les entreprises de Miami. Bill Stokes, cadre supérieur de la grande société Lockheed Martin, a été l'un des premiers à s'engager dans l'œuvre de la coalition ; il avait d'ailleurs précédemment participé à la formation d'une association, connue sous le sigle « B.A.D. » Business Against Drugs, qui avait plus ou moins la même mission. S'agissant de la vocation initiale de la coalition, Bill Stokes s'explique ainsi : « Si les parents n'empêchaient pas les jeunes de prendre de la drogue, qui donc allait le faire ? Nous savions que la coalition se révélerait utile pour la collectivité, qu'elle améliorerait la qualité de la vie. Il fallait que les entreprises prennent l'initiative. »

La coalition n'aurait pas connu le succès qui a été le sien si elle n'avait pas su mobiliser les autres hommes d'affaires. Voici quelques-unes des idées-maîtresses qui l'ont guidée :

- Pas de politique ! Les membres de la coalition se sont vite rendu compte qu'ils gagneraient à maintenir une distance respectueuse vis-à-vis du secteur public (le gouvernement). Aaron Podhurst, membre fondateur et avocat de renom dans la région, était formel sur ce point et affirmait : « Les hommes politiques ont des ordres du jour personnels qui peuvent constituer des obstacles lorsqu'ils s'intéressent à la recherche de solutions à un problème particulier. »
- Attribuer le mérite là où il se doit. Diverses raisons poussent les individus à faire preuve de civisme. « Pour certains, explique Bill Stokes, il s'agit de se faire des relations. Pour d'autres, c'est une question de satisfaction personnelle ou le désir de se distinguer. Quelles que soient leurs motivations, nous devons en tirer parti et leur rendre hommage. »
- Une conscience sociale. De l'avis de Marty Urra, membre du comité exécutif et ancien chef d'une section locale de l'AFL-CIO (grande fédération syndicale américaine), « toute coalition a besoin d'un noyau d'hommes d'affaires sensibles aux questions sociales et prêts à militer pour elles. En effet, les individus qui se passionnent pour une

question et pour leur communauté sont ceux qui ont la motivation voulue pour assister aux réunions de conseils d'administration, y jouer un rôle actif et participer aux projets.»

C'est parce qu'elle a su adhérer à ces principes en poursuivant des objectifs ambitieux que la coalition obtient depuis une dizaine d'années des résultats substantiels sur le plan de la réduction du problème de la drogue à Miami et dans le comté de Dade. Soixante pour cent de la population active travaillent aujourd'hui pour des entreprises ou des organismes dont le règlement intérieur interdit formellement au personnel de faire usage de substances illicites. Bill Stokes a trouvé l'argument qui a rallié les autres hommes d'affaires à sa cause : « Nous leur avons dit que le rejet pur et simple de la drogue sur le lieu de travail aurait une influence aussi positive sur les affaires que sur la collectivité. Depuis, Miami a imposé de nouvelles normes sur le lieu de travail. »

Chose tout aussi importante, la coalition a accompli sa mission originale – celle d'enrayer l'épidémie de « crack » qui sévissait il y a une dizaine d'années. Les décès liés à la cocaïne et au « crack » à Miami et dans le comté de Dade se sont stabilisés dans la population adulte depuis 1993. Selon l'Institut national de la justice, les arrestations liées à la cocaïne ont diminué de près de vingt pour cent par rapport à 1989, année où elles avaient atteint un nombre record.

Consciente de l'influence des médias sur la culture, en particulier parmi les jeunes, la coalition a mis en route et orchestré une campagne de sensibilisation en recrutant l'aide des organes d'information à l'échelon local. Le sud de la Floride peut aujourd'hui se targuer de détenir la première place aux États-Unis en ce qui concerne la diffusion, par les médias, de messages antidrogue produits ces cinq dernières années par l'association « Partnership for a Drug-Free America ». En outre, la coalition a influencé la formation, au niveau du comté, du premier tribunal du pays spécialisé dans les affaires de drogue qui décide du sort des délinquants primaires. Ce modèle, qui comporte une composante thérapeutique a, depuis, été calqué dans plus de trois cents villes.

La coalition a aussi insisté pour que la région soit désignée « région où le trafic de drogue est important, HIDTA » par l'État fédéral, ce qui signifie qu'elle a maintenant droit à des ressources supplémentaires au titre de la répression des activités illicites dans ce domaine. De surcroît, son dispositif à base communautaire de surveillance de la toxicomanie a été régulièrement l'un des premiers à identifier les tendances nationales concernant les stupéfiants et à les porter à la connaissance des autorités ; il a notamment tiré la sonnette d'alarme au moment de l'introduction d'héroïne venue d'Amérique du sud, de la recrudescence de la consommation de marijuana parmi les jeunes et de l'arrivée du Rohypnol aux États-Unis – substance introduite dans les boissons à l'insu des personnes qui les consomment, celles-ci se trouvant alors plongées dans un état d'inconscience au point de n'avoir aucun souvenir, à leur réveil, d'avoir été violées.

Pour autant, la fin de la guerre contre les stupéfiants n'est pas encore en vue. Dès qu'une épidémie est enrayerée, une autre s'esquisse. Comme elle a constaté un lien entre les crimes violents et la toxicomanie, la coalition intègre maintenant la prévention de la violence à ses programmes. Elle entend bien s'attaquer à ce problème de la même façon qu'elle s'y est prise pour faire reculer la toxicomanie, c'est-à-dire en appliquant des stratégies fondées sur le bon sens.

M. Bernie Diaz, directeur chargé de la communication à la « Miami Coalition for a Safe and Drug-Free Community », coordonne de nombreuses activités de vulgarisation et d'éducation au profit de la collectivité.

LA LUTTE CONTRE LA DROGUE DANS LES PETITES VILLES

Charlene Porter

Hazleton est une petite ville tranquille nichée au creux de collines verdoyantes du Nord-Est de la Pennsylvanie, qui vivait jadis de l'extraction houillère. Il y a des décennies de cela, des milliers d'immigrants d'origine européenne quittaient les grands centres urbains de Philadelphie et de New York pour venir travailler dans les mines. Ce ne sont pas ici les gratte-ciel, mais les clochers des églises et les dômes orthodoxes qui définissent le paysage. Mais sous cette apparence paisible, se cache un côté sombre de la ville, celui de la toxicomanie. Alcool et drogue font aujourd'hui de nombreuses victimes, notamment parmi les jeunes.

Il y a trente ans, l'héroïne, drogue de prédilection dans les grands centres urbains, était pratiquement inconnue dans les petites villes comme Hazleton. Le maire, M. Mike Marsicano, ancien officier de police de l'État, cinquante et un ans, originaire de Hazleton, se souvient de l'époque où les éventuels consommateurs locaux n'auraient pu s'en procurer, mais les choses ont bien changé. « Elle est aussi courante que la marijuana, dit-il. C'est très facile d'en trouver aujourd'hui ». Selon lui, la proximité de New York (deux cents kilomètres par l'autoroute) et de Philadelphie (cent quarante kilomètres) contribue à la disponibilité de l'héroïne et des autres stupéfiants.

Deux étages en-dessous du bureau du maire, au sous-sol, se trouve la salle des preuves de la police. Les articles qui s'y trouvent, soigneusement emballés et étiquetés pour leur présentation aux tribunaux, témoignent du nombre de vices qui ont atteint Hazleton. L'héroïne, la marijuana, les amphétamines, la cocaïne en poudre, le crack et les armes s'empilent sur les étagères de cette petite salle.

La majorité des habitants de la ville ne verront jamais ces preuves matérielles de l'usage des drogues dans leur communauté. Mais comme le fait remarquer le sergent Ralph Lindsey, de la police de Hazleton, qui accompagne les visiteurs : « Les preuves sont là. Nous ne pouvons pas fermer les yeux. »

Il y a eu une vingtaine de décès par surdose d'héroïne dans les trois districts des alentours de Hazleton depuis le début de 1999. Dans cette région où les familles se connaissent depuis des générations, ces décès prennent une importance beaucoup plus grande qu'ils ne le feraient dans les grands centres urbains où le nombre engendre l'anonymat. Le sergent Lindsey explique : « Les gens pensaient que cela ne touchait pas leur monde. Ils s'aperçoivent maintenant que c'est arrivé chez eux. Cette prise de conscience est peut-être ce dont nous avons besoin. »

La sensibilisation du public est l'un des principaux objectifs du Groupe de travail antidrogue de la région de Hazleton, formé en 1997. M. Lou Barletta, conseiller municipal et candidat au poste de maire, fait partie des fondateurs du Groupe. Il confirme ce qui dit le sergent Lindsey, membre du Groupe de travail lui aussi : les gens de la région ne voulaient pas croire que des problèmes de drogue, apanage des grandes métropoles, existaient dans leur petite agglomération. C'est l'un des points, note M. Barletta, sur lesquels le Groupe de travail a fait porter ses efforts : « Nous avons résolu d'exposer le problème au grand jour, dans la presse locale, pour alerter tout le monde. »

Le public a aussi répondu favorablement à l'une des premières initiatives du Groupe de travail : l'établissement d'une ligne téléphonique spéciale par laquelle le public peut, sous couvert de

l'anonymat, signaler aux autorités les activités suspectes. Les enquêteurs de la police reçoivent une douzaine d'appels par mois et ont procédé à des arrestations grâce aux informations ainsi communiquées par le public, dit le sergent Lindsey.

Au-delà de la politique

M. Ed Pane est le fondateur du Groupe de travail antidrogue de la région de Hazleton et le directeur général de « Serento Gardens », organisation privée à but non lucratif qui fournit des services de traitement de l'alcoolisme et des toxicomanies dont les bureaux sont situés à deux rues de la mairie.

Il signale que depuis sa fondation, il y a dix-huit mois, le Groupe est parvenu à surmonter l'un des obstacles qui freinaient les efforts déployés pour faire face au problème de la drogue dans la région : l'indépendance politique des diverses municipalités et circonscriptions qui forment l'agglomération de Hazleton qu'habite quelque quatre-vingt mille personnes. « Il n'y a pas de frontières pour les trafiquants de drogues », rappelle M. Barletta.

Le Groupe de travail est parvenu à s'élever au-dessus des clivages politiques grâce à de vigoureuses campagnes de lobbying antidrogue auprès des multiples organismes publics de la région pour obtenir leur engagement. C'est ainsi que seize organismes gouvernementaux locaux et régionaux se sont engagés à participer à la campagne régionale « Hazleton sans drogue ».

Le sergent Lindsey considère ce résultat comme significatif, en raison des pressions exercées par la communauté auprès de ses représentants officiels pour amener ceux-ci à s'intéresser à la question.

Fort de ce succès, le Groupe de travail a fait pression auprès des pouvoirs locaux pour qu'ils adoptent des mesures législatives plus strictes. Il a ainsi obtenu l'adoption régionale d'une ordonnance interdisant la vente et la possession d'articles et accessoires facilitant la consommation, l'entreposage et la dissimulation des drogues.

Selon M. John Rogers, conseil juridique qui a rédigé l'ordonnance en tant que membre du Groupe de travail, les pouvoirs publics locaux se sont engagés en territoire inexploré en adoptant

cette mesure. En effet, note-t-il, l'ordonnance est plus stricte que la loi de l'Etat applicable à ces mêmes articles, mais les autorités locales ont accepté de l'adopter parce que « nous leur avons fait honte ».

M. Rogers explique qu'en vertu de l'ordonnance, la possession des articles et accessoires ayant un rapport avec les drogues constitue un délit pouvant être jugé en procédure à jour fixe, le plus grave des délits relevant des pouvoirs judiciaires des autorités locales. Cette infraction est sanctionnée par une peine de prison pouvant atteindre quatre-vingt-dix jours et une amende de trois cents dollars maximum.

Le juge de district, M. Joe Zola qualifie l'ordonnance de « composante de base » des activités du Groupe de travail visant à prévenir l'abus de drogues. Il a condamné une trentaine de personnes pour possession des accessoires interdits depuis l'adoption de l'ordonnance par la ville de Hazleton, il y a moins d'un an.

La plus grande victoire remportée grâce à l'ordonnance, d'après les membres du Groupe de travail, a été contre un magasin local qui vendait des articles destinés à la consommation de drogues. Le propriétaire du magasin a répondu à l'accusation en retirant les articles incriminés de ses rayons.

Une lutte quotidienne

L'usage de l'héroïne et des stupéfiants est peut-être la forme la plus sinistre et la plus mortelle de l'abus de substances diverses qui se manifeste à Hazleton, mais nombreux sont ceux qui considèrent que l'abus d'alcool par les adolescents constitue un problème encore plus grave.

Mme Sharon Rish a été amenée à appuyer les efforts du Groupe de travail de Hazleton et à participer à la campagne de sensibilisation du public après avoir découvert que son fils âgé de dix-sept ans était alcoolique. « De nos jours, dit-elle, n'importe quel jeune de treize ans sait exactement où aller ou à qui s'adresser pour se procurer de la bière. C'est trop facile et c'est pourquoi nous voyons des adolescents de quinze ou seize ans dont la dépendance physique sur l'alcool est totale. »

En prévision des bals et des fêtes associés à la fin des études secondaires, les membres du Groupe de travail ont, au début de l'année, obtenu d'un grand nombre de distributeurs de bière de la région qu'ils participent à leur campagne contre l'alcoolisme chez les jeunes. Soixante pour cent des grands détaillants de bière de la région ont fait cause commune avec le Groupe de travail pour alerter leur clientèle quant à la gravité du problème chez les adolescents.

Une pile de dépliants intitulés « A l'intention des parents des diplômés » est posée près de la caisse du magasin de bière « Keystone Case and Keg ». Imprimés par le Groupe de travail à l'intention des clients, ils avertissent ceux-ci des peines qui sanctionnent la fourniture d'alcool aux mineurs ; en Pennsylvanie, ce délit est passible de cinq ans de prison et dix mille dollars d'amende.

La propriétaire du magasin, Mme Amy Urban, fait remarquer : « Il y a beaucoup de gens, plus que je ne pensais, qui ont pris le dépliant. Ils ne savaient pas que l'amende était de dix mille dollars. C'est une très grosse somme. »

Mme Rish, dont le fils a subi une cure de désintoxication à l'âge de dix-sept ans, explique : « Tout ce que nous voulions, c'était faire savoir aux gens à quel point la loi est stricte ». Et elle ajoute : « Cela leur fait un peu peur. »

L'engagement et la sincérité des membres du Groupe de travail sont évidents. Mais il est difficile d'apprécier dans quelle mesure leurs efforts ont véritablement réduit la consommation de drogues et d'alcool chez les habitants de Hazleton. Un représentant de « Community Anti-Drug Coalitions of America », organisation nationale de lutte contre la toxicomanie, qualifie leurs accomplissements d'exceptionnels, mais le président du Groupe de travail, M. Paul Brenner, ne chante pas victoire. « Nous avons effectivement eu un impact, dit-il, mais est-ce que nous gagnons ? Certainement pas. »

Les membres du Groupe de travail connaissent trop bien les ravages de l'abus de l'alcool et des drogues pour s'attendre à ce que leurs efforts produisent des changements dramatiques dans leur communauté en moins de dix-huit mois. M. Frank Catona s'est joint au groupe avec, en mémoire, le souvenir d'un cousin et d'un neveu morts d'une surdose d'héroïne. Il a deux fils toxicomanes. « C'est triste, dit-il. La raison pour laquelle je suis là, c'est que j'en souffre. Le mal est dans ma famille, et je me bats sur le terrain tous les jours. »

Charlene Porter écrit sur les questions d'intérêt mondial pour l'Agence d'information des Etats-Unis.

L'APPRENTISSAGE DU BON SENS

AIDE A PREVENIR LA TOXICOMANIE

Entretien avec M. Gilbert Botvin, professeur de psychiatrie et de santé publique à la faculté de médecine de l'université Cornell. M. Botvin y dirige l'Institut de recherche sur la prévention et a mis au point le Programme d'apprentissage du bon sens afin de prévenir la toxicomanie. En décrivant les points forts de ce programme, M. Botvin a expliqué à la journaliste Charlene Porter les raisons de l'échec de la plupart des méthodes traditionnelles de prévention.

Question : Comment définissez vous les techniques d'apprentissage du bon sens et quel rapport ont-elles avec la décision que prend une personne de se droguer ou de s'abstenir de la drogue ?

M. Botvin : Tout d'abord, il importe de garder présent à l'esprit le fait que la période de haut risque, en ce qui concerne l'initiation à la drogue, est le début de l'adolescence. Nous parlons donc d'un comportement qui a généralement son origine dans l'enfance et l'adolescence. Nous avons compris que ce ne sont ni un facteur unique ni même l'accumulation de plusieurs facteurs négligeables qui interviennent dans une telle décision mais un ensemble complexe d'éléments. Il y a d'abord les influences sociales et extérieures : un climat propice, l'entourage, les médias, les amis et les pairs. D'autres facteurs tendent également à encourager les jeunes à se droguer et ils sont liés à leurs motivations profondes. Il y a donc à la fois des facteurs externes et des facteurs personnels qui conduisent une personne à se droguer.

Nous sommes convaincus que les programmes de prévention les plus efficaces enseignent aux jeunes une série d'aptitudes qui leur permettent de faire face aux difficultés de leur vie quotidienne en tant qu'adolescents. En renforçant ces aptitudes, nous atténuons non seulement leurs motivations en ce qui concerne l'usage de la drogue, mais aussi leur

vulnérabilité, leur fragilité face aux pressions extérieures des médias et de leurs amis. Nous leur apprenons à dire « non », à identifier et à éviter les situations au cours desquelles ils pourraient céder aux pressions en faveur de l'usage de la drogue.

Les techniques que nous enseignons appartiennent à deux catégories. Les premières visent à renforcer leur maîtrise de soi et le sentiment de leur pouvoir, et les aident à prendre des décisions, à combattre le stress et l'anxiété. Les autres visent l'adaptation sociale et concernent l'aptitude à la communication et à la conversation, l'assurance et les caractéristiques qui aident les gens à se faire des relations et des amis. La plupart des gens acquièrent ces compétences à l'âge adulte. Certains le font durant leur adolescence en observant le comportement des adultes qui les entourent mais les enfants passent maintenant de plus en plus de temps entre eux et de moins en moins de temps avec des adultes. C'est pourquoi je pense qu'il importe de leur apprendre ces techniques de façon systématique dans le cadre d'un programme de prévention. En alliant l'enseignement de ces techniques générales à la diffusion d'une documentation précise sur les problèmes particuliers liés à la toxicomanie, on peut réduire de plus de moitié le taux de toxicomanie.

Q : Mieux communiquer avec son prochain, savoir se faire des amis, quel est le rapport entre ces techniques et le fait qu'un enfant essaiera ou non de la drogue ?

M. Botvin : On se méprend généralement sur les causes de la toxicomanie. Il ne s'agit pas de la simple décision d'utiliser de la drogue ou de s'en abstenir. Toutes les approches traditionnelles utilisées pour renseigner les enfants sur les dangers du tabac, de l'alcool et des drogues illicites ont généralement échoué. Les études qui ont évalué les

approches consistant à disséminer l'information, ou même celles qui recourent à des tactiques alarmistes pour souligner les dangers de la toxicomanie montrent l'inefficacité totale de ces méthodes.

Le problème est beaucoup plus vaste et il faut utiliser une approche globaliste et s'attaquer aux divers facteurs de risque. Une grande partie des techniques que nous enseignons sont en réalité des techniques de protection. C'est une façon d'épauler les enfants et d'affaiblir leurs motivations.

Divers facteurs encouragent l'usage de la drogue. Leur influence varie selon les enfants. Certains jeunes utilisent de la drogue, par exemple, s'ils sont mal à l'aise en société. Peut-être se droguent-ils parce qu'ils pensent que cela les aidera à calmer leur anxiété. En leur apprenant à surmonter leur anxiété, on leur fait acquérir des techniques d'adaptation à la société et ils n'auront pas besoin de se droguer pour se débarrasser des sentiments négatifs résultant du malaise qu'ils éprouvent au contact de leur prochain.

Les enfants utilisent parfois de la drogue pour se faire admettre dans un groupe de leurs pairs, pour se faire accepter par une certaine bande ou se rendre plus populaires. En leur apprenant une série de techniques qui les aideront à faire de nouvelles connaissances et à nouer des amitiés saines, on réduit leur envie d'utiliser de la drogue.

Il faut faire savoir aux enfants que la plupart des jeunes ne se droguent pas. Ils semblent surestimer le nombre de jeunes et d'adultes qui se droguent. Penser que « tout le monde le fait » les pousse à se conformer à ce qu'ils considèrent à tort comme la norme. En leur montrant que la plupart des enfants ne consomment pas de drogue, on réduit leur tendance à se conformer à une norme extérieure inexistante.

C'est donc la combinaison de tous ces éléments : les campagnes d'information qui ont trait à l'usage de la drogue et aux pressions qui s'exercent en faveur de son utilisation et les techniques qui donnent aux enfants un sentiment accru de maîtrise de soi et d'amour-propre, qui atténuent leur anxiété en société, les armes d'aptitudes qui leur permettent de surmonter la plupart des difficultés de leur

existence et qui, sur un plan général, les aide à être plus heureux et à réussir.

Q : Vous dites que, d'après certaines études, les programmes qui mettent principalement l'accent sur les dangers de la drogue ne sont pas très efficaces. Est-ce parce qu'ils n'adoptent pas l'approche multidimensionnelle que vous préconisez, parce qu'ils sont trop axés sur un aspect particulier du problème ?

M. Botvin : Effectivement. J'ai parlé des programmes de dissémination d'informations sur la drogue parce qu'ils constituent l'approche traditionnelle de la prévention de la toxicomanie aux États-Unis.

La logique voudrait qu'ils soient efficaces. Vos enfants se droguent et comme vous les rendez plus conscients des dangers de la toxicomanie, ils ont des chances de prendre la décision rationnelle de ne plus en consommer. Or les enfants ne prennent pas consciemment la décision de se droguer. Ils y viennent insensiblement, dans bien des cas sans réfléchir. Il ne s'agit pas d'un processus rationnel, si bien que l'aborder rationnellement en leur donnant les informations et les connaissances dont ils ont besoin ne résout pas le problème.

C'est l'aspect multidimensionnel qui manquait aux approches de prévention antérieures et il a été incorporé dans le programme d'apprentissage du bon sens. Il s'agit d'une approche générale, globaliste.

Q : Une explication que l'on entend fréquemment, à propos d'un enfant qui se drogue, est le fait qu'il a de mauvaises fréquentations. Comme votre programme empêche-t-il un jeune d'avoir de mauvaises fréquentations ?

M. Botvin : De plusieurs façons. En donnant aux enfants les moyens de faire face aux problèmes de la vie, on les aide à réussir leur adolescence. Les enfants pour lesquels l'adolescence est une période difficile, sur les plans social, sportif ou éducatif, ont tendance à être attirés par un groupe qui s'écarte de la norme, à rester à l'écart des enfants qui réussissent et ils optent progressivement pour ce que les chercheurs appellent « une trajectoire de vie différente ». Dans certains cas, ils se

rapprochent du groupe déviant parce qu'ils pensent que c'est le seul qui les acceptera. Ils se considèrent comme des perdants. Ils peuvent aussi rejeter les valeurs des enfants qui réussissent dans leurs études ou dans un sport, et être attirés vers un groupe dont le comportement social est déviant par rapport à la norme. Une fois de plus, il s'agit d'une combinaison de raisons internes et externes.

Certains enfants se caractérisent par la recherche de sensations fortes. Ils recherchent la stimulation, l'excitation dans leur vie. Tous les enfants ne tombent pas dans cette catégorie mais un certain nombre de jeunes drogués possèdent cette caractéristique. Les jeunes qui aiment prendre des risques, qui sont attirés par des activités dangereuses comme de la moto ou du parachutisme en chute libre, consomment souvent de la drogue.

C'est pourquoi en enseignant à ces enfants ces techniques qui renforcent leur amour-propre, le programme d'apprentissage du bon sens réduit la possibilité qu'ils soient attirés par un milieu social déviant.

Q : Et ceux qui sont à la recherche de sensations fortes? Votre programme peut-il les aider?

M. Botvin : Dans une certaine mesure, mais pas complètement. Grâce aux techniques de réduction de l'anxiété nous leur apprenons à se relaxer pour les aider à maîtriser leurs sentiments dès qu'ils commencent à se sentir tendus ou anxieux. Nous leur apprenons à se détendre, à se calmer. Ces techniques sont utiles aux enfants qui ont des difficultés à se concentrer ou qui recherchent les sensations fortes. Nous avons découvert que nos techniques réduisaient la prise de risques. En pratiquant les techniques permettant le contrôle de soi, les enfants deviennent capables non seulement de maîtriser leurs impulsions mais aussi de s'acheminer sur la voie du succès et d'éprouver un sentiment d'exaltation sans avoir besoin de recourir à la drogue.

Q : Quel est le rôle des parents dans l'apprentissage de ces nouvelles techniques par leur enfant?

M. Botvin : C'est le terme de l'équation avec lequel nous avons commencé à expérimenter ces deux dernières années. Nous essayons de faire prendre conscience aux parents de l'importance de

surveiller le comportement de leurs enfants, de contrôler leurs activités, de connaître leurs amis. Ils doivent évaluer le cercle d'amis dans lequel leurs enfants évoluent et, si ces derniers ont tendance à se sentir attirés vers un groupe déviant, ils peuvent alors intervenir pour les soustraire à son influence. C'est relativement facile. Mais quand les enfants grandissent et qu'ils sont plus étroitement liés à un groupe déviant, il devient plus difficile de remédier à la situation.

Les parents doivent également faire clairement connaître aux enfants l'opposition formelle de leur famille à la drogue. Ils doivent établir des règles et normes de conduite appropriées et équitables et prévoir des punitions raisonnables. Il existe deux attitudes extrêmes en matière de discipline. Comme on pouvait s'y attendre, les enfants appartenant à des familles laxistes courent de graves risques d'utiliser de la drogue. Il en est de même des enfants de familles très strictes. Trouver un juste milieu entre ces deux extrêmes est parfois difficile mais les parents doivent être informés des dangers qu'ils font courir à leurs enfants en étant soit trop coulants soit trop sévères.

Q : Ainsi donc, vous avez pleinement confiance dans le pouvoir de l'intervention pour empêcher l'usage de la drogue?

M. Botvin : Oui, mais il est important de ne pas perdre le sens des proportions. Nous avons derrière nous vingt années de recherches qui nous montrent que les techniques que je vous ai exposées peuvent réduire de moitié la toxicomanie chez les écoliers qui reçoivent cette formation par rapport à ceux qui ne la reçoivent pas dans leur école. Plus d'une douzaine d'études publiées dans des revues scientifiques montrent que cette approche préventive peut réduire considérablement et de façon spectaculaire l'usage de la drogue chez les jeunes. Nos taux de succès atteignent jusqu'à 90 %, mais nous utiliserons simplement le taux de 60 % pour illustrer ce point. Si nous disons que cette formation, quand on l'offre à un groupe particulier, réduit de 60 % le nombre d'enfants qui se tournent vers la drogue, nous en laissons quand même de côté 40 %. Le programme de prévention le plus efficace laisse sur la touche un grand nombre d'enfants. C'est donc un important problème.

Autre difficulté importante : tout programme de prévention, aussi efficace soit-il, a tendance à s'éroder avec le temps, à moins de donner lieu à des interventions régulières, à des sessions « de rappel ». Ceci est particulièrement valable pour la période critique que traversent les jeunes de douze à quatorze ans.

Les résultats de nos recherches sont extrêmement encourageants. Mais atteignons-nous tout le monde ? Malheureusement pas. Il y a encore un grand nombre d'enfants que nous n'atteignons pas.

Q : Est-il possible de les atteindre tous ou craignez-vous qu'un tel programme ne dépasse nos possibilités ?

M. Botvin : Cela dépasse nettement nos moyens actuels. Nous ignorons encore ce que seront ces moyens à l'avenir. Je suis cependant persuadé que nous pouvons augmenter et améliorer l'efficacité de nos programmes de prévention. Au fur et à mesure que nos connaissances s'amélioreront et que nous aurons une idée plus claire des causes sous-jacentes de la toxicomanie, il nous sera plus facile de perfectionner nos méthodes de prévention.

La plupart des solutions dont nous avons fait l'essai n'ont pas été très efficaces. Il faut que nous nous débarrassions de la croyance populaire selon laquelle la prévention ne donne pas de résultats, une idée qui semble prévaloir dans le grand public et, dans une certaine mesure, au Congrès. Nous devons avant tout disséminer les informations et notamment faire savoir que la prévention peut être efficace. Il existe des approches qui peuvent réussir si elles sont appliquées avec soin et convenablement. Le second point à souligner est le fait que nous avons beaucoup appris ces vingt dernières années sur ce qui donne des résultats et sur ce qui n'en donne pas, mais il existe un énorme fossé entre ce que savent les chercheurs et ce que continuent à faire les praticiens. Nous devons donc traduire en actes ce que nous avons appris dans nos recherches en en partageant les résultats avec ceux qui aident les toxicomanes, avec ceux qui se vouent à la prévention et avec les enseignants. Nous devons faire part aux uns et aux autres des approches qui sont efficaces.

Charlene Porter écrit sur les questions d'intérêt mondial pour l'Agence d'information des Etats-Unis chargée des grands dossiers mondiaux.

RAPPORTS ET DOCUMENTS

LA PREVENTION DE LA TOXICOMANIE CHEZ LES ADOLESCENTS : UN GUIDE A L'INTENTION DES PARENTS

L'article qui suit est extrait d'une publication distribuée aux parents dans le cadre d'un programme du ministère américain de l'éducation qui vise à mettre les écoles à l'abri de la drogue. Depuis sa première édition, vingt-huit millions d'exemplaires ont été diffusés dans l'ensemble des États-Unis. Ce guide peut également être obtenu sur Internet, au site suivant : www.ed.gov/offices/OESE/SDFS.

Pourquoi un enfant consomme de la drogue

Certains parents de toxicomanes pensent, et cela se comprend, que leur fils ou leur fille a cédé aux pressions de ses pairs ou de trafiquants de drogue. Mais les enfants disent que s'ils décident de se droguer, c'est pour combattre l'ennui ; pour se sentir mieux ; pour oublier leurs problèmes et se détendre ; pour leur plaisir ; pour satisfaire leur curiosité ; pour prendre des risques ; pour calmer leur malaise ; pour se sentir adulte ; pour affirmer leur indépendance ; pour appartenir à un groupe ; ou pour être dans le vent.

Au lieu d'être influencés par de nouveaux amis dont ils adopteraient les habitudes, les enfants et adolescents changent souvent de groupes d'amis pour fréquenter des jeunes qui ont fait les mêmes choix qu'eux.

Les parents connaissent mieux leurs enfants que quiconque et ils sont par conséquent les mieux placés pour leur suggérer d'autres solutions que la drogue. Non seulement les sports, les clubs, les cours de musique, les services à la communauté et les activités extra-scolaires occupent les enfants et les intéressent, mais ils les rapprochent de leurs parents qui peuvent assister à leurs matches et autres activités. Pour leur faire acquérir un sentiment d'indépendance, les parents peuvent les encourager à faire du baby-sitting ou à servir de répétiteurs à d'autres enfants. A ceux qui aiment prendre des risques, ils peuvent suggérer la varappe, le karaté ou le camping.

Ce que notre culture apprend aux enfants sur la drogue

Malheureusement, les modes et toquades qui abondent dans notre culture sont parfois ce qui les frappent le plus. Les enfants d'aujourd'hui sont bombardés de messages plus ou moins subtils qui montrent l'alcool, le tabac et la drogue sous un jour favorable. Ils voient à la télévision des gens qui vivent dans le luxe grâce à de l'argent procuré par la drogue, ils tombent sur un site Internet préconisant la légalisation de la marijuana, voient leurs acteurs favoris fumer dans leur dernier film ou

entendent des chansons décrivant l'intensification des plaisirs sensuels procurée par la drogue.

Pour combattre ces impressions, vous devriez placer votre ordinateur dans une pièce commune afin de pouvoir surveiller ce que voient vos enfants.

Asseyez-vous à leurs côtés quand ils regardent la télévision. Explorez Internet avec eux pour vous faire une idée de ce qu'ils aiment. Tout incident inquiétant peut vous fournir l'occasion d'une leçon. Vous pouvez leur donner des conseils sur les programmes de télévision, films et sites sur le web qui leur conviennent vous pourriez leur dire que les choses ne vont pas aussi mal dans le monde que le laissent entendre les informations qui mettent généralement l'accent sur les problèmes de la société.

Parallèlement, familiarisez-vous avec les stations de radio, CD et cassettes favoris de vos enfants. Selon une enquête récente, écouter de la musique est la distraction favorite de la plupart des adolescents en dehors de l'école et ils consacrent chaque jour de trois à quatre heures à cette activité. Étant donné qu'un grand nombre des chansons qu'ils écoutent présentent l'usage de la drogue comme une activité agréable et libre de conséquences, vous pouvez combattre cette impression en leur exposant clairement vos idées sur la question.

COMMENT RENSEIGNER VOTRE ENFANT SUR LES EFFETS DE LA DROGUE

Enfants d'âge préscolaire

Il peu paraître prématuré de parler de drogue aux enfants d'âge préscolaire mais les attitudes et les habitudes qu'ils acquièrent à cet âge auront une grande influence sur les décisions qu'ils prendront par la suite. A ce jeune âge, ils sont impatients de connaître et de retenir des règles et ils veulent avoir votre opinion sur ce qui est bon et ce qui est mauvais. Ils sont assez âgés pour comprendre que fumer est nuisible à la santé mais ne sont pas encore prêts à saisir des notions complexes sur l'alcool, le tabac et les autres drogues. C'est néanmoins le moment de leur apprendre à prendre des décisions et à résoudre leurs problèmes grâce à des techniques dont ils auront besoin ultérieurement pour savoir dire « non ».

Voici quelques-unes des méthodes qui aideront vos enfants d'âge préscolaire à prendre des décisions judicieuses à propos de ce qu'ils devraient et ne devraient pas consommer :

- Expliquez-leur pourquoi les enfants ont besoin d'une nourriture saine. Demandez-leur de citer plusieurs de leurs aliments favoris et montrez-leur comment ils contribuent à leur santé et à leur force.
- Mettez régulièrement de côté un moment de la journée durant lequel vous pourrez consacrer à votre fils ou à votre fille toute votre attention. Asseyez-vous et jouez avec eux ; demandez-leur ce qu'ils aiment et ce qu'ils n'aiment pas. Témoignez-leur votre affection ; dites-leur qu'ils sont trop précieux pour se droguer. Vous créez ainsi de forts liens de confiance et d'affection qui les aideront à s'abstenir de consommer de la drogue par la suite.
- Donnez-leur des consignes comme la nécessité de ne pas tricher, de partager leurs jouets et de dire la vérité, afin qu'ils sachent ce que vous attendez d'eux.
- Encouragez-les à suivre des instructions et à poser des questions s'il y a des choses qu'ils ne comprennent pas.
- Si votre enfant donne des signes de frustration quand il joue, profitez de l'occasion pour renforcer les techniques que vous lui avez apprises pour résoudre une difficulté. Par exemple, s'il ne parvient pas à empêcher une pile de cubes de s'effondrer, voyez avec lui comment remédier au problème. Transformez une situation déplaisante en un succès qui renforcera sa confiance en soi.
- Toutes les fois que cela est possible, laissez votre enfant choisir lui-même sa tenue vestimentaire. Même si les vêtements qu'il décide de porter ne vont pas très bien ensemble, vous l'aidez ainsi à s'affirmer.
- Attirez son attention sur les substances toxiques et nocives que l'on trouve couramment à la maison, comme l'eau de Javel, les produits de nettoyage et la cire pour meubles et lisez-lui leur

étiquette. Expliquez-lui que l'emballage des substances nocives ne comporte pas toujours de mise en garde, si bien qu'il ne devrait consommer ou respirer que les aliments ou médicaments que ses parents, grands-parents ou son baby-sitter lui donnent à prendre.

- Expliquez-lui que les médicaments sont des drogues qui peuvent aider la personne à qui ils sont destinés mais qui risquent d'être nocifs pour toute autre personne, en particulier pour les enfants, qui ne doivent pas y toucher.

Enfants de cinq à huit ans

A cet âge, un enfant s'intéresse généralement de façon croissante à ce qui se passe hors de chez lui. Le moment est venu de commencer à lui expliquer ce que sont l'alcool, le tabac et la drogue, de lui dire que certaines personnes utilisent ces substances, même si elles sont mauvaises pour elles, et de lui décrire les conséquences de cet usage. Dites-lui que tout ce qui est consommé en dehors des aliments peut être extrêmement dangereux. Montrez-lui la façon dont la drogue affecte le fonctionnement de l'organisme et peut rendre une personne très malade ou même causer sa mort. (La plupart des enfants de cet âge sont au courant de la mort d'un parent ou de celui d'un camarade de classe). Expliquez-lui en quoi consiste l'accoutumance, le fait que l'usage de la drogue peut devenir une habitude pernicieuse dont on a beaucoup de mal à se débarrasser. Félicitez-le de prendre soin de son corps et d'éviter les choses qui pourraient lui faire du mal.

Après huit ans, un enfant devrait comprendre :

- comment les médicaments prescrits par un médecin et administrés par un adulte responsable peuvent aider un malade mais être nocifs si on ne les utilise pas comme prescrits, et donc les enfants ne doivent pas toucher à aucune substance ou flacon inconnus.
- pourquoi les adultes peuvent consommer de l'alcool mais pas les enfants, même en petite quantité, car l'alcool est mauvais pour le cerveau et l'organisme des enfants durant leur croissance.

Enfants de neuf à onze ans

Continuez à adopter une position très ferme à l'égard de la drogue. A cet âge, les enfants peuvent suivre des explications plus approfondies sur les raisons pour lesquelles les gens sont attirés par la drogue. Vous pouvez mettre à profit la curiosité que leur inspire des événements traumatisants dans la vie des gens, comme un accident de voiture ou un divorce, pour leur montrer que la drogue est parfois la cause de ces épreuves. Les enfants de cet âge aiment aussi se renseigner sur les faits, en particulier les faits étranges, et ils veulent savoir comment les choses fonctionnent. Ils sont souvent très intéressés par la façon dont la drogue affecte le cerveau ou l'organisme d'un toxicomane. Expliquez-leur comment tout produit pris à l'excès, que ce soit du sirop pour la toux ou de l'aspirine, peut être dangereux.

Les fréquentations, qu'il s'agisse de leur meilleur ami ou d'un groupe d'amis, sont extrêmement importantes à cet âge, de même que le fait de bien s'intégrer à un groupe et d'être considéré comme « normal ». Lorsque les enfants entrent au collège, ils quittent un milieu plus restreint, plus protégé, pour se joindre à un groupe de préadolescents plus vaste, moins intime. Ces enfants plus âgés risquent d'exposer les vôtres à l'alcool, au tabac ou à la drogue. Les recherches montrent que plus les enfants sont jeunes quand ils commencent à utiliser ces substances et plus ils risquent de connaître de graves problèmes. Il est indispensable que vos enfants soient armés de fortes convictions contre l'usage de la drogue avant leur entrée au collège.

Avant d'aborder l'enseignement du second degré, vos enfants devraient connaître :

- les effets immédiats de l'usage de l'alcool, du tabac et de la drogue sur les différentes parties du corps, y compris le risque de coma ou d'overdose mortelle ;
- les conséquences à long terme : savoir comment et pourquoi la drogue peut provoquer une assuétude et faire perdre tout contrôle de soi à ses consommateurs ;

- les raisons pour lesquelles les drogues sont particulièrement dangereuses durant la croissance ;
- les problèmes que l'alcool et les drogues illégales causent, non seulement à ceux qui les utilisent mais à leur famille et à la société.

Imaginez avec eux un scénario dans lequel des amis leur offrent de la drogue. Apprenez-leur à répéter avec force la phrase suivante : « Ce truc est très mauvais pour toi ! » Autorisez-les à se servir de vous comme excuse : « Ma mère me tuerait si elle apprenait que j'ai bu une bière ! » La crainte de fâcher leurs parents est l'une des principales raisons avancées par les adolescents pour refuser de la marijuana.

Apprenez à vos enfants à prendre conscience de la publicité faite à la drogue et à l'alcool. Montrez-leur que les annonces publicitaires, les paroles de certaines chansons, les films et la télévision bombardent le public de messages impliquant que l'usage de l'alcool, du tabac et autres drogues donne du prestige. Veillez à ce qu'ils fassent une distinction entre les mythes qui entourent l'usage de l'alcool, du tabac et des autres drogues et la réalité et félicitez-les de la sagesse des remarques qu'ils font à ce propos.

Faites la connaissance des amis de vos enfants, renseignez-vous sur les endroits qu'ils fréquentent et sur leurs activités favorites. Liez-vous avec les parents de ces jeunes afin de pouvoir renforcer mutuellement votre influence. Vous serez davantage au courant des activités quotidiennes de vos enfants et mieux en mesure de prendre conscience des risques qu'ils courent. (Un enfant dont tous les amis utilisent de la drogue a de très fortes chances de les utiliser lui-même) A cet âge, les enfants apprécient l'attention qu'on leur porte. En fait, les deux tiers des enfants de neuf ans interrogés dans un sondage ont dit souhaiter que leurs parents leur parlent davantage de la drogue.

Enfants de douze à quatorze ans

Les adolescents, selon un stéréotype courant, ont l'esprit de rébellion ; ils sont influencés par les pressions de leurs pairs et ils recherchent le danger, parfois même jusqu'à l'autodestruction. S'ils

semblent souvent réfractaires aux conseils de leurs parents dans leur quête d'indépendance, ils ont néanmoins plus besoin que jamais de leur soutien, de leur participation à leurs activités et de leurs conseils.

Des changements extrêmes et rapides s'opèrent dans leur organisme, leur vie émotionnelle et leurs relations. L'adolescence est souvent une période de confusion et de stress caractérisée par des sautes d'humeur et par une profonde insécurité tandis que les jeunes s'efforcent de savoir qui ils sont et comment ils peuvent s'intégrer à la société tout en établissant leur propre identité. Il n'est donc pas surprenant que ce soit une période pendant laquelle beaucoup d'entre eux s'initient à l'alcool, au tabac et à d'autres drogues.

Les parents peuvent très bien ne pas se rendre compte que leurs enfants ont le sentiment d'être entourés de consommateurs de drogue. Neuf adolescents sur dix sont d'accord avec l'idée selon laquelle « la marijuana semble être partout à l'heure actuelle ». Les jeunes adolescents sont deux fois plus nombreux à consommer de la marijuana que ne le soupçonnent leurs parents et cela dans des endroits que ces derniers considèrent comme sûrs, c'est-à-dire dans le voisinage de l'école, à la maison ou chez des amis.

Les adolescents ne montrent pas toujours à leurs parents qu'ils les apprécient mais ce sont ces derniers qui déterminent les choix qu'ils font à l'égard des drogues. Profitez de l'importance qu'ils attachent à l'idée qu'on se fait d'eux et à leur physique pour leur souligner les conséquences déplaisantes de l'usage du tabac et de la marijuana, la mauvaise haleine et les dents jaunies des fumeurs et l'odeur désagréable dont sont imprégnés leurs vêtements et leurs cheveux. En même temps, parlez leur des effets à long terme des drogues :

- l'absence des aptitudes sociales et émotionnelles qui s'acquièrent généralement durant l'adolescence ;
- le risque de cancer du poumon et d'emphysème provoqué par l'abus du tabac ;

- les infirmités dues aux accidents d'automobiles et les dommages causés au foie par l'abus de l'alcool ;
- la dépendance, le coma et la mort.

Enfants de quinze à dix-sept ans

A cet âge, ils ont déjà eu de nombreuses occasions de s'initier à la drogue. Les jeunes d'aujourd'hui sont très au courant de son usage et ils font des distinctions non seulement entre les différentes drogues et leurs effets mais aussi entre l'initiation, l'usage occasionnel et l'accoutumance. Ils voient un grand nombre de leurs pairs en utiliser, certains sans conséquences manifestes ou immédiates, d'autres au point de ne pouvoir s'en passer.

Pour les amener à résister aux pressions de leurs pairs, une mise en garde générale contre la drogue ne suffit pas. Le moment est venu de leur mentionner la façon dont la consommation d'alcool, de tabac et d'autres drogues pendant la grossesse est responsable de déficiences chez les nouveau-nés. Les adolescents doivent être prévenus de l'effet mortel des mélanges de drogues. Leurs parents doivent leur expliquer que tout le monde court le danger de devenir un consommateur chronique ou un toxicomane et que même s'il n'y a pas accoutumance, l'usage des drogues risque d'avoir des conséquences permanentes extrêmement graves.

La plupart des lycéens pensent à leur avenir. Ils ont donc de bonnes chances de prêter l'oreille aux discussions sur la façon dont la drogue peut détruire leurs chances d'être admis dans une université prestigieuse, d'être acceptés dans l'armée ou d'obtenir certains emplois.

Les adolescents sont généralement idéalistes et ils aiment qu'on leur indique les façons qui s'offrent à eux de servir la société. Dites-leur que la drogue fait inmanquablement des victimes et assurez-vous qu'ils comprennent les effets de son usage sur la société. Faites appel à leur civisme en leur montrant que ceux qui s'en abstiennent contribuent à la sécurité et au mieux-être de leur communauté et ont davantage d'énergie pour se porter volontaires après l'école, servir de répétiteur ou de moniteur à de plus jeunes qu'eux, se livrer à des activités sur lesquelles compte la communauté.

Votre enfant est peut-être au courant de la controverse relative à la légalisation de la marijuana et à la question de savoir si les médecins devraient pouvoir en prescrire à des fins médicales. L'idée qu'une drogue illicite puisse présenter des avantages médicaux légitimes prête à confusion. Maintenant que votre adolescent est assez mûr pour comprendre la complexité de la question, il est important d'en discuter avec lui, par exemple à l'occasion d'un bulletin de nouvelles. Vous pouvez lui apprendre que l'ingrédient de la marijuana qui a des propriétés médicales (delta-9-tetrahydrocannabinol ou THC) peut être prescrit par les médecins sous forme de pilule ne contenant pas de substances cancérogènes, contrairement à la marijuana que l'on fume. D'autres drogues, comme la codéine et la morphine sont des substances qui, après des essais rigoureux vérifiés par des organismes scientifiques médicaux, ont été jugées sans danger quand ils sont administrés sur ordonnance,

Il importe que les parents félicitent et encouragent les adolescents pour tous leurs succès et les bonnes décisions qu'ils prennent. Chaque fois que vous êtes fier de votre enfant, dites-le lui. Le fait de se savoir apprécié par des adultes est extrêmement motivant et peut renforcer sa détermination de ne pas consommer de drogue. Votre adolescent peut également être influencé par l'importance du rôle qu'il joue auprès d'un jeune frère ou d'une jeune sœur en lui servant de modèle.

LA FORMATION D'UNE COALITION

L'article suivant est adapté d'une publication de l'organisme « Community Anti-Drug Coalitions of America », organisation privée sans but lucratif qui a son siège à Alexandria, en Virginie.

AVANT-PROPOS

Former une coalition pour combattre l'abus des drogues dans votre communauté n'est pas une tâche facile. La persévérance, les compromis, la patience et un engagement à long terme sont tous nécessaires. Les chefs de groupe doivent posséder des talents de courtier, de vendeur et de collecteur de fonds. Ils doivent aussi être des idéalistes convaincus.

PREMIÈRE ÉTAPE – DÉFINISSEZ LE PROBLÈME ET SON IMPACT SUR LA SOCIÉTÉ

Déterminez l'ampleur et la nature du problème dans votre communauté. Qui sont les consommateurs de drogue? Quels sont les types de drogue utilisés? Y a-t-il eu récemment un accroissement ou une diminution de leur usage? Ce changement a-t-il résulté d'un événement survenu dans la communauté? Quels sont les effets négatifs précis de l'abus des drogues sur la communauté?

Utilisez autant de sources de renseignements que possible pour trouver la réponse à ces questions. Votre enquête doit avoir pour but de déterminer à la fois les ressources disponibles et les problèmes qui se posent afin de répondre aux besoins de votre communauté. Ne vous contentez pas de preuves anecdotiques pour vérifier l'efficacité de votre action.

Il est parfois utile de présenter la question sur un plan plus général en considérant le problème de l'abus des drogues comme un continuum, c'est-à-dire de la non-utilisation à la désintoxication.

- Non-utilisateurs : une faible portion de la population, estimée à 10 % ou moins, s'abstient de toute drogue non médicinale.
- Consommateurs : 90 % des adolescents font l'expérience de l'alcool ou d'une autre drogue au moins une fois avant la fin de leurs études secondaires (dans cette catégorie tout compte, même une gorgée de champagne bue à la maison avec leur famille.)
- Consommateurs habituels : ceux qui consomment de l'alcool et/ou de la drogue pour modifier leurs états d'âme constituent 50 % de la jeunesse aux États-Unis.
- Toxicomanie : la dépendance est une maladie du cerveau identifiée comme telle par l'Institut national sur l'abus des stupéfiants (IDA). Les recherches lient la prédisposition génétique à la toxicomanie à la prédisposition à certaines maladies. Si les deux parents s'adonnent à la boisson ou à la drogue, il y a 90 % de chances pour que leurs enfants héritent de ce risque.
- Désintoxiqués : les personnes qui ont pris l'engagement de cesser de prendre de l'alcool ou de la drogue. Elles ont besoin de beaucoup de soutien et d'encouragements.

DEUXIÈME ÉTAPE – IDENTIFIEZ LES PRINCIPAUX INTÉRESSÉS

Les coalitions doivent comprendre :

- des représentants de tous les secteurs de la communauté ;
- des représentants des divers groupes culturels et ethniques ;
- des personnes influentes dans la communauté ;
- les gens les plus affectés par ce problème ;
- des représentants des milieux d'affaires ;
- les organismes prestataires de services ;

TROISIÈME ÉTAPE – ORGANISEZ UNE RÉUNION

Prévoyez de tenir votre réunion dans la soirée, dans un local de quartier facilement reconnaissable comme une église, un centre de loisirs ou une école. Faites-lui une large publicité.

Assurez-vous d'avoir le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de toutes les personnes présentes. Choisissez un animateur qui fera avancer la discussion, veillera à ce qu'elle porte uniquement sur les objectifs de la réunion, agira en médiateur en cas de controverse et traitera tous les participants avec respect.

Partez du principe qu'aucun commentaire, aucune idée ne sont négligeables (à moins qu'ils ne reflètent du racisme ou encouragent la violence). Chargez une personne de prendre note de toutes les préoccupations et/ou solutions mentionnées.

Ne vous découragez pas si l'assistance est peu nombreuse. Analysez les raisons de cette faible participation et tenez en compte pour votre prochaine réunion.

QUATRIÈME ÉTAPE – VEILLEZ AU PARTAGE DES POINTS DE VUE

A la première réunion, les divers points de vue sur les causes de l'usage des drogues et la façon de résoudre le problème devront être partagés. L'organisateur de la coalition devra inciter tous les gens présents à participer activement à la discussion et à exposer leurs idées, le but étant d'en dégager une vision pour la communauté.

L'abus des drogues affecte différemment tous les membres de chaque communauté. Il y a ceux qui pensent qu'il s'agit exclusivement d'un délit qui doit être sanctionné. À l'autre extrême sont ceux qui conçoivent le problème uniquement comme une question de dépendance relevant de la médecine. Et il y a évidemment de nombreuses personnes qui se situent entre ces deux pôles. Ce qui divise les gens, c'est le fait que chaque personne n'a qu'une expérience partielle de la question. La force d'une coalition tient notamment au fait qu'en définitive, de nombreuses personnes ayant eu de nombreuses expériences différentes peuvent formuler collectivement une vision précise et valable.

CINQUIÈME ÉTAPE – DISCUTEZ DE LA RÉALITÉ ET DE L'IDÉAL

Quelle est l'ampleur de l'abus des drogues dans votre communauté? Quelles sont les drogues utilisées? Qui les utilise? Où les drogues sont-elles vendues et consommées? Pour peindre ce tableau, vous utiliserez à la fois des données brutes et des données accessoires. Les données brutes sont les statistiques, les conclusions d'études et autres résultats épidémiologiques (obtenus lors de la première étape). Les données accessoires reflètent ce que les membres de la coalition et la communauté constatent et perçoivent. Ces deux types de données sont importants pour comprendre l'étendue du problème.

Rédigez un exposé précis sur la façon dont vous aimeriez remédier à la situation dans votre communauté. Il ne suffit pas de dire : « Nous voulons mettre fin à l'abus de l'alcool et de la drogue dans notre communauté ». Cet objectif est

trop vaste et ne serait pas atteint. Au lieu de cela, fixez-vous de dix à quinze objectifs que vous demanderez à votre groupe d'atteindre. Vous devez savoir où vous allez avant de dresser le plan qui vous permettra de parvenir au but.

SIXIÈME ÉTAPE – CRÉEZ UNE VISION POUR VOTRE COMMUNAUTÉ

L'exposé de votre vision peint un tableau général en définissant ce qu'est votre organisation et ce à quoi elle doit aboutir. Une vision n'est pas un plan. Elle consiste à identifier avec précision ce que vous voulez faire. La façon de procéder viendra plus tard. L'exposé d'une vision devrait toujours être positif et servir de source d'inspiration.

SEPTIÈME ÉTAPE – FIXEZ LES PHASES SUIVANTES

Vous avez recruté des participants. Veillez à ce que tout le monde sache ce qui doit être fait et établissez un calendrier des activités qui vous permettra d'atteindre vos buts. Fixez dès maintenant la date de la prochaine réunion.

La prochaine phase est ce qu'on appelle la planification stratégique :

- Établissez un comité de planification stratégique et définissez ses objectifs.
- Énoncez en détail les règles de participation comme l'engagement des participants, le temps qu'ils devront consacrer à la coalition et les responsabilités qu'ils assumeront.
- Identifiez des sources suffisantes de données et formez les gens qui s'occuperont de la question.
- Évaluez les services disponibles dans la communauté pour la prévention de l'abus des drogues et associez-les à vos efforts.

Souvenez-vous qu'il faut du temps, des efforts et de la persévérance pour changer et organiser une communauté. Mais le jeu en vaut la chandelle.

COMMENT LUTTER CONTRE LA DROGUE

Robert Babbage

Les États enregistrent des progrès dans la lutte contre les drogues illicites

Certains disent qu'une victoire totale dans la lutte contre la drogue est peu probable mais une nouvelle étude nationale montre que les États remportent des batailles décisives dans ce domaine.

Cette étude, qui a été menée dans tous les États et territoires des États-Unis par le « Council of State Governments » (Conseil des gouvernements régionaux, CSG), établit que des programmes efficaces encouragent une coopération sans précédent entre les divers organes chargés de faire respecter la loi ; ils entravent aussi de façon mesurable le trafic de la drogue et posent des pièges aux trafiquants de drogue.

Chose plus importante encore, les États découvrent les éléments efficaces d'une stratégie générale qui réduit l'offre des drogues illicites, rend le trafic de la drogue moins profitable et encourage la prévention.

« Notre mandat n'est rien de moins qu'une mission de salut », affirmait en mai 1998 M. Pedro Rossello, gouverneur de Porto Rico, devant l'équipe spéciale du CSG chargée de la lutte contre la drogue. M. Rossello a créé cette équipe, composée de personnalités officielles de toutes les régions des États-Unis, en sa qualité de président du CSG, et il a obtenu des succès remarquables.

Éliminer les profits

À Chicago, des unités spéciales de la brigade des stupéfiants mettent l'accent sur la saisie et la confiscation des profits de la drogue. De 1992 à 1997, huit unités composées de fonctionnaires fédéraux, des États et des gouvernements locaux

ont saisi 16 millions de dollars, dont environ 3,4 millions rien qu'en 1997. Ces unités appuient les actions en justice engagées par les polices locales contre les narcotrafiquants.

Le programme mis en œuvre à Chicago est financé par un don du Fonds fédéral Edward Byrne, dont l'objectif principal est de s'attaquer aux profits illicites. Un grand nombre d'États attribuent à ce Fonds le mérite de leur donner les moyens d'intensifier leur lutte contre la drogue.

Stopper l'entrée de la drogue

Le programme |« High Intensity Drug Traffic Area » (Région où le trafic de drogue est important, HIDTA) est un autre exemple de la coopération qui existe entre les autorités fédérales, les États et les gouvernements locaux. Financé par le gouvernement fédéral, ce programme encourage la coopération intergouvernementale dans le domaine du trafic de la drogue dans les régions où il constitue un problème majeur. David Knight, qui, à Metairie (Louisiane), dirige le bureau de l'HIDTA responsable de la région de la côte du golfe du Mexique, explique que les agents locaux, de l'État et fédéraux des brigades des stupéfiants ciblent les narcotrafiquants violents. Les fonds fédéraux permettent de donner aux agents une formation poussée et de les autoriser, au besoin, à faire des heures supplémentaires.

Les opérations de contrôle de véhicules menées dans le cadre de l'HIDTA dans la région de Bâton Rouge (Louisiane) permettent, chaque année, d'arrêter plusieurs centaines de trafiquants de drogue et de saisir des tonnes de drogues illicites. Selon le commandant Ed Kuhnert, de la police d'État, c'est parce qu'ils peuvent faire des heures supplémentaires qui sont rémunérées que ces opérations sont possibles. « Nous travaillons

désormais sur des affaires que nous n'aurions pu suivre il y a cinq ou dix ans», dit-il.

Les initiatives semblables qui sont mises en œuvre aux quatre coins du pays sont aussi couronnées de succès. Les CRS du Dakota du Nord ont fait installer en bordure des autoroutes de l'État des panneaux prévenant les automobilistes de la proximité de patrouilles de police ou de barrages, afin de faire peur aux coupables et de rassurer les automobilistes respectueux des lois. En 1997, ces agents ont stoppé deux cent vingt et un automobiles, donné des avertissements à cent conducteurs et en ont arrêté cent dix-huit autres pour délit criminel.

Les responsables de l'HIDTA pour la région de Baltimore (Maryland) et de Washington (D.C.) analysent les bases de données des compagnies de téléphone de nombreux États pour tracer les communications téléphoniques que font des narcotrafiquants à des sources probables de drogue. Ces recherches ont permis de dépister des individus soupçonnés d'activités criminelles dans cette région ainsi qu'à New York, Los Angeles et Miami, et elles ont conduit à une intensification de la coopération entre les divers États dans le domaine de la lutte contre le trafic de la drogue.

À l'aéroport international de Porto Rico, la police se sert de la radiographie, de chiens spécialement entraînés et d'agents spéciaux dont le travail est financé par l'HIDTA pour saisir les stupéfiants se trouvant à bord d'avions de ligne ou de transport de fret.

L'État de Washington s'attaque au trafic croissant de méthamphétamines, drogue spécifiquement américaine. Depuis son entrée en activité, en 1996, une équipe spéciale de la police de l'État a presque doublé les saisies de laboratoires de méthamphétamines et arrêté de nombreux trafiquants. Selon le capitaine Daniel Davis, ce sont les crédits fédéraux qui ont permis ces saisies, et à son avis, des fonds supplémentaires de l'État permettraient d'étendre la portée de ce programme. Une loi de l'État entrée en vigueur en juin 1998 vise la production de méthamphétamines et est considérée comme un modèle pour les autres États.

La Garde nationale du Wisconsin met à la disposition d'autres États un C-26 pour appuyer leur lutte contre la drogue. Douze États ont utilisé cet avion pour obtenir des photos aériennes et des données thermographiques d'endroits soupçonnés de jouer un rôle dans le trafic des stupéfiants.

La Garde nationale de dix autres États met également des avions spécialisés et des bateaux de surveillance à la disposition des autorités responsables de la lutte contre la drogue. Le colonel Russ Erler, du Bureau de la Garde nationale de Washington, D.C., indique que le C-26 aide à détecter les activités liées à la marijuana ainsi que les laboratoires de méthamphétamines.

Si un trafiquant de l'État du Delaware s'attend à recevoir de la drogue par l'intermédiaire d'une messagerie privée comme « Federal Express » ou « United Parcel Service », il risque fort d'avoir une surprise désagréable, car c'est probablement un policier qui lui livrera le colis attendu. La police de cet État finance en effet un programme ayant pour but d'identifier et d'intercepter de telles expéditions. Une fois identifiés, les colis de drogue sont remballés et livrés à leur destinataire par des officiers de police qui le placent alors en état d'arrestation.

Efforts préventifs

Les États ont recours à diverses méthodes pour réduire la demande de drogue.

En Oklahoma, les autorités s'efforcent de freiner l'abus de drogues licites prescrites par ordonnance en consignait celles-ci dans une base de données informatiques qui permet de suivre l'acheminement de tout médicament contenant des stupéfiants et couvert par une loi fédérale. Il s'agit de substances qui créent une dépendance, comme le Percocan ou le Tylox. L'objectif est de dépister les gens qui se rendent chez de nombreux médecins pour se faire prescrire le même médicament, par exemple des analgésiques qui donnent souvent lieu à des abus. Le Bureau des stupéfiants de l'Oklahoma identifie les produits pharmaceutiques délivrés uniquement sur ordonnance qui semblent être détournés de leur usage médical. En 1997, une étude de l'université de l'Oklahoma a établi l'efficacité de ce programme lorsqu'il s'agit de décourager l'abus de stupéfiants.

Dans le Connecticut, un programme de prévention revêt la forme d'une campagne de vulgarisation. La brigade des stupéfiants de la police d'État finance un programme de conférences que donnent plus de cinq cents officiers de police. L'an dernier, ces derniers ont fait un millier d'exposés devant quelque cent vingt et un mille personnes.

Certains États visent les adolescents par leurs programmes de prévention. Les fonds fédéraux que reçoit l'Iowa lui permet de soumettre les jeunes délinquants à une surveillance intensive, de leur assurer une formation professionnelle, de leur faire suivre un traitement de désintoxication et de leur apprendre à vivre en société. Ce programme obtient de bons résultats. Une étude indépendante a établi que 64 % des délinquants qui suivaient le programme jusqu'au bout ne récidivaient pas alors qu'on enregistrait 24 % de récidive chez ceux qui ne le terminaient pas.

A Philadelphie (Pennsylvanie), le programme « Across Ages » met des jeunes vulnérables en contact avec des personnes âgées qui leur apportent un soutien. En contre-partie, on encourage les jeunes à fournir des services aux personnes âgées de santé fragile. Andrea Taylor, directrice de « Across Ages », affirme que cette coopération entre les générations donne de bons résultats. « C'est un modèle facile à reproduire, dit-elle. Il donne de l'espoir aux jeunes, chose que l'on ne fait pas en leur faisant la leçon. Les jeunes ont besoin de modèles. Toutes les études montrent que la présence d'un adulte influent leur est nécessaire. S'ils ne trouvent pas ce modèle dans leur famille, il y a des tas de braves gens dans la société qui peuvent jouer ce rôle auprès d'eux. »

C'est le « Centre de formation grâce à la coopération entre les générations » de l'Université Temple qui administre le programme « Across Ages » à l'aide de fonds fournis par une fondation, par la collectivité et par l'État. Une évaluation indépendante de ce programme confirme qu'il permet d'améliorer sensiblement l'attitude des élèves envers l'école, envers les personnes âgées et à l'égard de leur propre avenir. Ils sont mieux informés sur les stupéfiants et réagissent mieux lorsqu'ils sont confrontés à des situations dans lesquelles leur usage intervient. Au collège de Winston-Salem (Caroline du Nord),

William Hanon a créé le programme « All Stars » pour inciter les élèves à réfléchir à leur avenir et aux conséquences de leurs actes. Ce programme est suivi dans le cadre des cours d'hygiène. Il encourage les adolescents à parler ouvertement de leurs idées et de leurs rêves avec leurs parents. Ceux qui ont assimilé tous les éléments du programme reçoivent une bague ornée d'étoiles qui leur rappelle les engagements qu'ils ont pris, notamment à l'égard de la boisson, du tabac, des rapports sexuels et de l'abus des drogues.

A Cranston (Rhode Island), des équipes de jeunes ont conçu, avec l'aide de moniteurs adultes, des programmes sur la prévention de la toxicomanie qui sont offerts aux membres de leur communauté. Cela donne une occupation aux adolescents. Une évaluation indépendante montre que plus de 70 % des jeunes ayant participé à ce programme prennent part, l'année qui suit, à des activités de prévention basées dans la communauté.

Nombre d'États et de juridictions locales ont adopté un modèle de tribunal spécialisé dans les affaires de drogue qui ordonne une combinaison de traitement et de sanctions plus ou moins sévères pour les délinquants non violents et autres qui se portent volontaires pour ce programme. S'ils suivent le traitement jusqu'au bout, ils peuvent bénéficier, selon les cas, d'une remise de peine, d'un non-lieu, ou de peines moins rigoureuses.

D'après la juge Mary Noble, que le gouvernement a honorée à plusieurs reprises pour avoir créé, à Lexington (Kentucky), un tribunal de ce genre qui donne d'excellents résultats, ce concept « demande aux juges de faire davantage, et c'est payant ».

Elle souligne l'importance de la responsabilisation. « Les condamnés savent qu'ils subissent les conséquences de leurs actes. Des liens s'établissent entre le juge et les prévenus. Ils sont face à face chaque semaine. Personne ne s'est jamais autant occupé d'eux », fait-elle remarquer.

Mme Noble insiste pour que les contrevenants aient un emploi ou étudient à plein temps, qu'ils participent aux activités de groupes de soutien agréés, voient régulièrement un conseiller, consignent quotidiennement leurs réflexions dans un journal et vivent dans un environnement stable.

« Les contrôles antidrogue fréquents et fortuits revêtent une importance capitale », dit-elle.

En recherchant des solutions générales et en perfectionnant les modèles sur la base de succès vérifiables, les États éliminent progressivement l'abus de la drogue.

(Robert Babbage est directeur associé principal de « InterSouth, Inc. », société de consultants en gestion. Il a occupé le poste électif de vérificateur des comptes de l'État de 1988 à 1992 et celui de secrétaire d'État du Kentucky de 1992 à 1996. Il a récemment été principal chargé de recherche au CSG, dans les domaines de la justice et des sanctions pénales.)

Reproduit avec l'autorisation de STATE GOVERNMENT NEWS, décembre 1998. Copyright 1998 by the Council of State Governments

RUBRIQUES

Bibliographie (en anglais)

LIVRES ET DOCUMENTS

Botvin, Gilbert J.

LIFE SKILLS TRAINING: PROMOTING HEALTH AND PERSONAL DEVELOPMENT

Princeton Health Press, 1998. 3 volumes and 3 sound cassettes.

Callison, William; Colocino, Nancy R.; Vasquez, Diva A.

SUBSTANCE ABUSE PREVENTION HANDBOOK

Technomic Publishing, 1995. 382 p.

Caulkins, Jonathan P.; and others

PREVENTING DRUG USE AMONG YOUTH THROUGH COMMUNITY OUTREACH: THE MILITARY'S PILOT PROGRAM

Rand Corporation, 1994. 155 p.

COALITION BUILDING 101: GETTING STARTED

Community Anti-Drug Coalitions of America, 1997. 8 p.

Coombs, Robert H.; Ziedonis, Douglas, editors

HANDBOOK ON DRUG ABUSE PREVENTION: A COMPREHENSIVE STRATEGY TO PREVENT THE ABUSE OF ALCOHOL AND OTHER DRUGS

Allyn and Bacon, 1995. 608 p.

Davis, Robert C.; Lurigio, Arthur J.; Rosenbaum, Dennis P., editors

DRUGS AND THE COMMUNITY: INVOLVING COMMUNITY RESIDENTS IN COMBATTING THE SALE OF ILLEGAL DRUGS

Charles C. Thomas Publisher, 1993. 328 p.

Gruenewald, Paul J.; and others

MEASURING COMMUNITY INDICATORS: A SYSTEMS APPROACH TO DRUG AND ALCOHOL PROBLEMS

Sage Publications, 1996. 112 p.

Levant, Glenn A.

KEEPING KIDS DRUG FREE: D.A.R.E. OFFICIAL PARENT'S GUIDE

Advanced Marketing Services, 1998. 276 p.

Merenda, Daniel W.; Tangeman, Linda B.; Robinson, Virginia

A PRACTICAL GUIDE TO CREATING AND MANAGING COMMUNITY COALITIONS FOR DRUG ABUSE PREVENTION

National Association of Partners in Education, 1997. 75 p.

SECURING THE FUTURE FOR SAFER YOUTH AND COMMUNITIES

National Crime Prevention Council, 1998. 20 p.

available on the Internet at <http://ncpc.org/2secfut.htm>

U.S. Department of Education. Office of Elementary and Secondary Education. Safe and Drug Free Schools Program

GROWING UP DRUG-FREE: A PARENT'S GUIDE TO PREVENTION

Office of Elementary and Secondary Education, 1998. 52 p.

available on the Internet gov/offices/OESE/SDFS/parents_guide)

U.S. Department of Health and Human Services. National Institutes of Health. National Institute on Drug Abuse

PREVENTING DRUG USE AMONG CHILDREN AND ADOLESCENTS: A RESEARCH-BASED GUIDE

National Institute on Drug Abuse, 1997. 38 p.

available on the Internet at <http://www.nida.nih.gov/Prevention/Prevopen.html>

U.S. Department of Health and Human Services. National Institutes of Health. National Institute on Drug Abuse. Division of Epidemiology and Prevention Research

ASSESSING DRUG ABUSE WITHIN AND ACROSS COMMUNITIES: COMMUNITY EPIDEMIOLOGY SURVEILLANCE NETWORKS ON DRUG ABUSE

National Institute on Drug Abuse, 1998. 130 p.

available on the Internet at <http://www.nida.nih.gov/DEPR/Assessing/Guideindex.html>

U.S. Department of Health and Human Services. National Institutes of Health. National Institute on Drug Abuse. Office of Science Policy and Communications. Public Information Branch

COMMUNITY READINESS FOR DRUG ABUSE PREVENTION: ISSUES, TIPS, AND TOOLS

National Institute on Drug Abuse, 1997. 176 p.

U.S. Department of Health and Human Services. Substance Abuse and Mental Health Services Administration. Center for Substance Abuse Prevention

CHANGING LIVES: PROGRAMS THAT MAKE A DIFFERENCE FOR YOUTH AT HIGH RISK

Center for Substance Abuse Prevention, 1995. 54 p.

U.S. Department of Health and Human Services. Substance Abuse and Mental Health Services Administration. Center for Substance Abuse Prevention

EFFECTIVE COMMUNITY MOBILIZATION: LESSONS

FROM EXPERIENCE; A CENTER FOR SUBSTANCE ABUSE PREVENTION IMPLEMENTATION GUIDE

Center for Substance Abuse Prevention, 1997. 62 p.

U.S. Department of Health and Human Services. Substance Abuse and Mental Health Services Administration. Center for Substance Abuse Prevention

KEEPING YOUTH DRUG-FREE: A GUIDE FOR PARENTS, GRANDPARENTS, ELDERS, MENTORS, AND OTHER CAREGIVERS

Center for Substance Abuse Prevention, 1998. 22 p.

(available on the Internet at <http://www.health.org/reality/ParentsGuide/index.htm>)

U.S. Department of Health and Human Services. Substance Abuse and Mental Health Services Administration. Center for Substance Abuse Prevention

REALITY CHECK: COMMUNITY KIT

Center for Substance Abuse Prevention, 1998. 40 p.

(available on the Internet at <http://www.health.org/reality/CommunityKit/kitnoframe.htm>)

U.S. Executive Office of the President. Office of National Drug Control Policy

REDUCING DRUG ABUSE IN AMERICA: AN OVERVIEW OF DEMAND REDUCTION INITIATIVES

Office of National Drug Control Policy, 1999. 48 p.

(available on the Internet at <http://www.whitehouse.drugpolicy.gov/drugabuse/toc.html>)

Wilson, Richard W.; Kolander, Cheryl A.

DRUG ABUSE PREVENTION: A SCHOOL AND COMMUNITY PARTNERSHIP

Jones and Bartlett Publishers, 1997. 356 p.

ARTICLES

Babbage, Richard J.

WAYS TO FIGHT DRUGS

State Government News, Vol. 1, No. 10,

December 1998, pp. 24-27

Buchanan, David R.; Wallack, Lawrence

THIS IS THE PARTNERSHIP FOR A DRUG-FREE AMERICA: ANY QUESTIONS?

Journal of Drug Issues, Vol. 28, No. 2, Spring 1998,

pp. 329-356

Catalano, Richard F.; and others

AN EXPERIMENTAL INTERVENTION WITH FAMILIES OF SUBSTANCE ABUSERS: ONE-YEAR FOLLOW-UP OF THE FOCUS ON FAMILIES PROJECT
Addiction, Vol. 94, No. 2, February 1999, pp. 241-254

Guilmet, George M.; Whited, David L.; Pijanowski, Cherlyn

THE SAFE FUTURES INITIATIVE AT CHIEF LESCHI SCHOOLS: A SCHOOL-BASED TRIBAL RESPONSE TO ALCOHOL-DRUG ABUSE, VIOLENCE-GANG VIOLENCE, AND CRIME ON AN URBAN RESERVATION

American Indian Culture and Research Journal, Vol. 22, No. 4, 1998, pp. 407+

Hora, Peggy Fulton; Schma, William G.; Rosenthal, John T. A.

THERAPEUTIC JURISPRUDENCE AND THE DRUG TREATMENT COURT MOVEMENT: REVOLUTIONIZING THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEM'S RESPONSE TO DRUG ABUSE AND CRIME IN AMERICA

The Notre Dame Law Review, Vol. 74, No. 2, 1999, pp. 439-537

Johnson, Knowlton; Bryant, Denise D.; Berbaum, Michael

PREVENTING AND REDUCING ALCOHOL AND OTHER DRUG USE AMONG HIGH-RISK YOUTHS BY INCREASING FAMILY RESILIENCE

Social Work, Vol. 43, No. 4, July 1998, pp. 297-308

King, Wanda

THE TULARE COUNTY JUVENILE DRUG COURT
Family Futures, Vol. 2, No. 3, 1998, pp. 44+

Miller-Heyl, Jan; MacPhee, David; Fritz, Janet J.
DARE TO BE YOU: A FAMILY-SUPPORT, EARLY PREVENTION PROGRAM

The Journal of Primary Prevention, Vol. 18, No. 3, Spring 1998, pp. 257-285

Pilgrim, Colleen; and others

IMPLEMENTATION AND IMPACT OF A FAMILY-BASED SUBSTANCE ABUSE PREVENTION PROGRAM IN RURAL COMMUNITIES

The Journal of Primary Prevention, Vol. 18, No. 3, Spring 1998, pp. 341-361

Rauch, Heidi; Perez, Maria Eugenia

A COASTAL COALITION AGAINST DRUGS
Americas, Vol. 50, No. 6, November/December 1998, pp. 52-54

Sroka, Stephen R.

SEX, DRUGS AND DENIAL: VIOLENCE AND RISKY BEHAVIOR SOUND A WAKE-UP CALL FOR SCHOOLS

The American School Board Journal, Vol. 185, No. 7, July 1998, pp. 41, 47

Sterk, Claire E.

BUILDING BRIDGES: COMMUNITY INVOLVEMENT IN DRUG AND HIV RESEARCH AMONG MINORITY POPULATIONS

Drugs and Society, Vol. 14, No. 1/2, 1999, pp. 107-121

St. Pierre, Tena L.; and others

INVOLVING PARENTS OF HIGH-RISK YOUTH IN DRUG PREVENTION: A THREE-YEAR LONGITUDINAL STUDY IN BOYS AND GIRLS CLUBS

The Journal of Early Adolescence, Vol. 17, No. 1, 1997, pp. 21-50

Whiteside-Mansell, Leanne; and others

THE DEVELOPMENT AND EVALUATION OF AN ALCOHOL AND DRUG PREVENTION AND TREATMENT PROGRAM FOR WOMEN AND CHILDREN: THE AR-CARES PROGRAM

Journal of Substance Abuse Treatment, Vol. 16, No. 3, 1999, pp. 265-275

Winters, Ken C.

KIDS AND DRUGS

Corrections Today, Vol. 60, No. 6, 1998, pp. 118-121, 163, 168

SITES INTERNET (en anglais)

RESSOURCES GOUVERNEMENTALES

The Office of National Drug Control Policy (ONDCP)

<http://www.whitehousedrugpolicy.gov/>

The Office of National Drug Control Policy is organized within the Executive Office of the President. ONDCP coordinates federal, state, and local efforts to control illegal drug abuse and devises national strategies to effectively carry out anti-drug activities. The site includes information on prevention and education programs and materials.

Substance Abuse and Mental Health Services Administration (SAMHSA)

<http://www.samhsa.gov/>

SAMHSA is the federal government's lead agency for improving the quality and availability of substance abuse prevention, addiction treatment, and mental health services. It is an agency of the U.S. Department of Health and Human Services.

Center for Substance Abuse Prevention (CSAP)

<http://www.samhsa.gov/csap/>

CSAP is a component of SAMHSA, the Substance Abuse and Mental Health Services Administration. CSAP supports and promotes comprehensive prevention systems and community involvement.

National Clearinghouse for Alcohol and Drug Information (NCADI)

<http://www.health.org/>

NCADI is the information service of the Center for Substance Abuse Prevention of the U.S. Department of Health and Human Services. NCADI is "the world's largest resource for current information and materials concerning substance abuse." The site includes material in Spanish.

National Institute on Drug Abuse (NIDA)

<http://www.nida.nih.gov/>

NIDA is part of the National Institutes of Health, U.S. Department of Health and Human Services. The Institute provides national leadership and conducts and supports research and information dissemination with respect to the prevention and treatment of substance abuse.

U.S. Information Agency. Narcotics and Substance Abuse

<http://www.usia.gov/topical/global/drugs/subab.htm>

Focus of this site is on U.S. government policy as well as community coalitions and organizations involved in prevention and treatment.

ASSOCIATIONS ET ORGANISATIONS

American Council for Drug Education (ACDE)

<http://www.acde.org/>

ACDE develops programs and materials.

Community Anti-Drug Coalitions of America (CADCA)

<http://www.cadca.org/>

CADCA works with community coalition members to realize its vision: Drug-free communities.

Council on Prevention and Education

<http://www.copes.org>

Programs for personal growth and family enhancement that will increase children's resilience to substance abuse.

Join Together Online

<http://www.jointogether.org/>

Join Together supports community-based efforts in the fight against substance abuse.

National Center for Addiction and Substance Abuse at Columbia University (CASA)

<http://www.casacolumbia.org/>

The Center is a resource for research on addiction and substance abuse. It explores the costs and impact of substance abuse treatment, as well as prevention and treatment information.

National Crime Prevention Council (NCPC)

<http://www.ncpc.org/>

NCPC provides useful information about crime prevention and community building here, with some material in Spanish.

Partnership for a Drug-Free America

<http://www.drugfreeamerica.org/>

The Partnership for a Drug-Free America is a non-

profit coalition of professionals from the communications industry. Their mission is to reduce illegal drug use by changing public attitudes toward it.

PRIDE (Parents Resource Institute for Drug Education)

<http://www.prideusa.org>

The primary goal of PRIDE is to alert youth and the community about drug violence and to promote drug-free living.

dossiers mondiaux

Volume 4, numéro 2, juillet 1999

**La lutte
contre les stupéfiants
aux Etats-Unis:**

des stratégies qui ont
fait leurs preuves

